5e Année, N° 87 - 1er Septembre 1929 Prix : 2 francs

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Communiste

SOMMAIRE :

Le prochain Congrès de la C.G.T.U.

par M. CHAMBELLAND

LA VICTOIRE DE SNOWDEN

par R. LOUZON

Contre tout Impérialisme

Lettre de A. PATRI et réponse de R. LOUZON
à propos du Conflit de l'Est-Chinois

Le Piège de l'École Unique

par B. GIAUFFRET

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME : Le Congrès de la Fédération Unitaire de l'Enseignement (E. Ballereau).

FAITS ET DOCUMENTS : Les faits de la quinzaine.

ENTRE NOUS : Les 1.000 abonnés sont atteints.

CEDIAS BIBLIOTHÈQUE MUSÉE SOCIAL

Administration et Rédaction : 54, rue du Château-d'Eau -:- PARIS (10e)

Source gallica.bnf.fr / CODHOS / CEDIAS – Musée social

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Communiste
(Paraissant le 1er et le 15)

Rédaction et Adm. : 54, r. du Château-d'Eau Paris-Xe

Téléphone : Botzaris 21-32

Pour ceux qui veulent comprendre et apprendre, la **Révolution Prolétarienne** publie sur les grands problèmes du mouvement international, sur les batailles ouvrières, sur les questions d'organisation, sur les campagnes de revendication :

ÉTUDES, ENQUÊTES MONOGRAPHIES, DOCUMENTS,

Elle publie toute une série de rubriques régulières permettant de suivre le mouvement des idées et l'évolution des faits économiques :

Le Carnet du Sauvage (P. Monatte)

Les Notes Economiques (R. Louzon)

La Renaissance du Syndicalisme (Par les militants de la Ligue Syndicaliste)

Parmi nos Lettres (De tout et de tous)

A travers les Livres (A. Rosmer, B. Giauffret, A. Richard, etc.).

Lettres de l'Internationale (De Russie, d'Angleterre, des Etats-Unis, d'Allemagne, etc., etc.)

Faits et Documents

COLLABORATEURS

G. Airelle, E. Allot, J. Auffère, J. Baldacci, E. Berth, Marthe Bigot, M. Chambelland, J. Cévenol, F. Charbit, J. et J. Cornec, V. Delagarde, Max Emile, Finidori, H. Fulconis, A. Garnery, B. Giauffret, Max Eastman, Jean Glaive, V. Godonnèche, R. Hagnauer, G. Lacoste, F. Loriot, R. Louzon, A. Mahouy, L. Marret, J. Mesnil, P. Monatte, G. Nicolas, J. Péra, R. W. Postgate, A. Richard, A. Rosmer, R. Rouviane, C. Talès, A. Thévenon, G. Thomas, A. Villeval, etc., etc...

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois..... 20 fr. Un an..... 40 fr.

EXTERIEUR

Six mois ..... 26 fr. Un an..... 50 fr.

Adresser toute la correspondance relative à la Rédaction et à l'Administration à M. Chambelland, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e).

(Utiliser pour les envois de fonds notre Compte de Chèques Postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99.

PERMANENCE POUR LA REDACTION ET L'ADMINISTRATION :

Tous les après-midi, sauf le dimanche, de 14 à 19 heures

La Ligue Syndicaliste

SON ROLE

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C. G. T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C. G. T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible :

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SON FONCTIONNEMENT

La Ligue Syndicaliste groupe des syndiqués des deux C. G. T. et des organisations autonomes. Elle ne peut accepter l'adhésion d'organisations syndicales. Les ressources de la Ligue sont constituées par des cartes annuelles de membre vendues 5 francs et par des timbres vendus 1 franc.

Adresser toutes communications relatives à la Ligue Syndicaliste, à son secrétaire : Maurice Chambelland, 54, rue du Château-d'Eau, Paris-Xe.

Conservez la collection de la "Révolution Prolétarienne"

Elle constitue une mine de renseignements indispensables à toute militant révolutionnaire.

Elle a sa place dans toute bibliothèque de Syndicat ou de Cercle d'études.

Il reste un certain nombre de collections des années 1925, 1926, 1927, 1928.

Les numéros d'une année : 40 francs.

Reliés « Selflior » : 48 fr. 50 (franco 59 fr. 50).

Reliez vous-mêmes "La Révolution Prolétarienne" "LE SELFLIOR"

Système perfectionné de reliure automatique est établi pour relier en un volume la collection d'une année, même en cours d'abonnement.

Prix : 9 fr.

Franco ..... 11 fr.

Etranger ..... 14 fr.

Vous qui collectionnez la « R. P. », utilisez cette reliure solide, propre et bon marché.

Le prochain Congrès de la C.G.T.U.

Que va-t-il se passer au prochain Congrès de la C. G. T. U.? Que signifie la formidable préparation d'artillerie de la *Vie Ouvrière* et de l'*Humanité?* Pourquoi ces gros mots et ces grandes phrases? Quels crimes ont donc commis ces « traîtres », ces « paniquards », ces « scories », pour employer le langage spécial des dirigeants communistes? Et, d'abord, qui sont ces « traîtres », ces « paniquards » et ces « scories »?

Sans nulle vanité, c'est de nous, c'est de la petite minorité du Congrès de Bordeaux qu'il s'agit. De nous, mais aussi d'une nouvelle minorité qui se lève dans les rangs de la majorité de Bordeaux. En même temps que nous, d'autres militants servent de cibles. Des potées d'injures sont jetées — sans naturellement épargner la Ligue Syndicaliste — à la tête de camarades qui, en 1927, avaient accordé leur confiance à la direction de la C. G. T. U. « Traîtres », « paniquards », « scories », nous le sommes, mais ce qui nous console un peu, c'est d'avoir désormais de la compagnie.

Pour comprendre cette situation nouvelle, il faut remonter à la source de tout ce tapage, c'est-à-dire à Moscou. Nous n'y remontons pas assez souvent. La mauvaise besogne des dirigeants communistes n'est que le résultat des décisions prises à Moscou, en juin dernier, au Bureau Exécutif de l'I. S. R. Devant ce bureau, Monmousseau dénonça la formation dans la C. G. T. U. de tendances de « droite » et de « conciliation », nées du mécontentement provenant de l'application des résolutions du IVe Congrès. « *L'alliance des droites et des conciliateurs*, a-t-il déclaré, *doit être liquidée.* » Et le secrétaire confédéral fixait ainsi la tâche essentielle du prochain Congrès : « *Le Congrès de Septembre de la C. G. T. U. devra en finir une fois pour toutes, avec le péril de droite au sein de la Confédération.* »

Monmousseau n'a pas précisé comment il fallait en finir avec ce « péril de droite », mais, depuis le mois de juillet, on voit très clairement de quelle façon on entend « liquider » les militants qui désapprouvent la politique et les méthodes de la direction de la C. G. T. U. : par le mensonge, par l'injure et par la calomnie, à tout prix, il faut avoir raison des résistances que l'on rencontre dans l'application d'une politique folle.

Nous prévenons Monmousseau que nous résisterons à ce débordement. Il y a bien longtemps que nous avons cessé de prendre au sérieux les injures variées qu'il nous adresse et que ses suiveurs répètent comme des perroquets. Nous ne nous donnerons même pas la peine d'y répondre. Ce que nous entendons faire à ce Congrès, c'est montrer par des faits et avec des preuves que les saboteurs du mouvement ouvrier se trouvent à la direction confédérale. Nous ne sommes pas dupes. Tout ce tintamarre a pour but de masquer les véritables questions qui devraient se poser devant les représentants des syndicats. On veut camoufler le bilan purement négatif de la direction confédérale depuis Bordeaux.

***

La formation d'une nouvelle minorité au sein de la C. G. T. U. était inévitable. Cette minorité est le produit de deux années d'expérience de la « direction unique » de la C. G. T. U. et du Parti communiste. L'esprit du syndicalisme n'est pas mort. Au cas où cette nouvelle minorité serait réduite à l'impuissance, dans deux ans, Monmousseau en trouvera encore une nouvelle devant lui. Le réveil de l'esprit syndicaliste est long. Les militants ont besoin d'être touchés au vif; pour qu'ils réagissent, il faut que leurs propres organisations soient menacées.

Ce qui est important, c'est que la nouvelle minorité d'aujourd'hui a réagi tout de suite directement contre la cause principale du malaise profond dont souffre la C. G. T. U., contre la direction unique et contre la conception fausse que, grâce à la direction unique, Moscou a imposée au mouvement ouvrier français, conception d'une prétendue « radicalisation des masses », d'un hypothétique « nouvel élan révolutionnaire du prolétariat ». Dès le début de 1928, au nom de la « radicalisation des masses », le IVe Congrès de l'I. S. R. avait inauguré la « nouvelle étape » en reniant toute la tactique d'unité précédemment suivie. Il ordonna aux partisans de l'I. S. R. de suivre une politique plus follement ultra-gauchiste que celle des Maslov et des Treint de 1924. Les résultats non moins brillants que l'on a obtenus ouvrent les yeux à pas mal de militants qui, il y a deux ans, niaient le péril.

Schumacher, le secrétaire de la Fédération du Livre, celui-là même qui, en 1925, fut l'artisan du débarquement de Vial-Collet et de Godonnèche, ne s'en est pas laissé imposer par le culot de Monmousseau écrivant dans l'*Humanité*, au lendemain du 1er août, que la « Journée rouge » avait été une grande victoire. Schumacher pense que la direction confédérale a commis deux grandes fautes; il reproche à la C. E. de la C. G. T. U. d'avoir accepté l'esprit et la lettre du manifeste du Parti communiste, publié dans l'*Humanité* du 18 juin, dans lequel il était dit explicitement que « *les grèves et les manifestations devaient être faites et préparées sous la direction du Parti communiste* »; la deuxième faute, c'est la présence des secrétaires confédéraux au bureau politique du Parti. Le sens des manifestations du 1er août s'est trouvé déplacé, et la portée en a échappé en partie à la foule « toujours en défiance ».

Un autre militant, Bonamour, le secrétaire du Syndicat des Gaziers de Paris, en consignant dans son organe corporatif les résultats du chômage d'une demi-

heure décidé par le syndicat pour le 1er août, a dit quelques vérités aux dirigeants de la C. G. T. U. « *Nos organisations syndicales sont, en particulier depuis quelque temps, empoisonnées par les bavards. Ces braves camarades, jugeant la situation d'après leur point de vue personnel, voient la révolution à nos portes et les ouvriers prêts à passer à des actions décisives. Chaque jour leur apporte un démenti, chaque jour leur démontre la fausseté de leur position...* » Eh! bien, Bonamour est, lui aussi, un « traître », un « paniquard », une « scorie »; la seule réponse qu'on lui a faite dans la *Vie Ouvrière* a été l'annonce d'une « lutte impitoyable ». De quoi ne l'aurait-on pas menacé s'il avait pris la position carrée de nos camarades des Ports et Docks, qui ont refusé de s'incliner devant une décision prise en dehors des syndicats!

Ce n'est pas en posture d'accusés que nos camarades des Ports et Docks se présenteront devant le Congrès confédéral; leur résistance aux ordres d'un Parti qui n'aboutit jamais qu'à désorganiser le mouvement ouvrier et à démoraliser le prolétariat, est mille fois justifiée; nombreux sont les militants qui ont cru devoir se soumettre aux injonctions des stratèges à la noix du Parti, mais qui, au fond, pensent absolument comme Engler et Bour. C'est en accusateurs que les uns et les autres doivent se dresser devant une direction confédérale qui s'amène devant le Congrès avec une collection impressionnante d'échecs retentissants.

Les militants des Boulangers parisiens, et Boville, l'un des secrétaires de la Fédération de l'Alimentation, sont eux aussi à l'honneur. Ils ont le double souci de conserver sa force à une organisation corporative qui a obtenu des résultats remarquables pour ses adhérents et de ne pas gaspiller les forces et les ressources de leur Fédération. Boville et Chaussin sous-estimeraient la nécessité de la propagande fédérale auprès des ouvriers des usines de l'alimentation. C'est un mensonge de plus sous la plume de Simonin. Mais Boville et Chaussin pensent que si une Fédération doit faire tous ses efforts pour amener à elle les inorganisés, elle doit également se soucier de ses propres syndiqués. Le crime de Boville et de Chaussin, c'est de se dresser contre la discipline d'un Parti qui veut leur faire appliquer une politique qu'ils jugent préjudiciable à leurs organisations.

Les secrétaires de la Fédération du Verre sont eux aussi des « traîtres », des « paniquards » et des « scories ». Ils se sont peut-être mal exprimés dans leur circulaire sur les vacances payées. Mais, enfin, chacun voit midi à sa porte, et les militants du Verre sont assez grands garçons pour choisir les moyens d'action qui correspondent à leurs forces syndicales. On ne leur pardonne pas d'avoir pensé sérieusement à conquérir des vacances payées pour leurs corporants.

Il n'est pas jusqu'aux militants de la majorité de la Fédération de l'Enseignement qui n'aient essuyé le feu roulant des injures. « Perroquets et vantards communistes », suivant l'expression de Lénine reprise par Dommanget à Besançon, s'en sont donné à cœur joie contre eux, parce qu'ils ont regimbé devant le catéchisme idiot des bolcheviks à 500 %. Monmousseau, qui a certainement beaucoup plus d'expérience qu'eux, les menace de ses foudres en carton-pâte. Il n'aboutira qu'à leur faire sentir plus fortement la nécessité de remonter le courant.

Inévitablement, toute résistance particulière des militants aux bêtises qu'on prétend leur imposer au nom de la discipline de parti, se traduira tôt ou tard par une rébellion générale contre l'asservissement de la C. G. T. U. au Parti; l'expérience aidant, les militants désireux de reconquérir l'indépendance du syndicalisme se feront de plus en plus nombreux.

La « nouvelle étape », ouverte par le IVe Congrès, s'ouvre aussi dans la C. G. T. U., mais en sens inverse; plus l'I. S. R. accentuera ses efforts pour imposer sa politique ultra-gauchiste, plus nombreux seront les militants de la C. G. T. U. qui réagiront dans le sens syndicaliste. A Bordeaux, nous n'avons été qu'une petite poignée. A Paris, les adversaires de la direction unique se compteront sans doute contre la résolution de la Commission exécutive qui demande des liens plus étroits encore avec le Parti. La minorité doit sortir de ce Congrès sensiblement renforcée. Il lui faudra résister vigoureusement à toutes les menaces non déguisées d'exclusion qu'on lui prodigue; rester avec obstination à l'intérieur de la C. G. T. U.; y intensifier sa propagande.

La dictature de Monmousseau durera moins longtemps que les contributions.

***

Il faudra que la minorité sache poser devant le Congrès de Paris les véritables questions que toute la préparation d'artillerie des dirigeants tend à escamoter.

1° Pourquoi les effectifs de la C. G. T. U. baissent-ils sans arrêt? Pourquoi le rapport financier ne permet-il pas de savoir combien il reste de syndiqués dans la C. G. T. U.? En 1928, l'I. S. R. fixait comme objectif à la C. G. T. U. de doubler ses effectifs. Non seulement, ils n'ont pas doublé, chacun dit qu'ils ont encore fondu.

2° Le resserrement syndical devait renforcer les syndicats. Pourquoi ceux-ci sont-ils affaiblis, quelquefois complètement vidés?

3° Quelles sont les causes du fiasco lamentable de la Caisse Nationale de solidarité et de toutes les « bases multiples » dont on nous avait tant parlé à Bordeaux?

4° Comment se fait-il que la fameuse stratégie des grèves ait provoqué tant de douloureux échecs (Textile du Nord et de Roanne, Mineurs de la Loire, du Gard et de l'Aveyron, etc.)?

5° Pourquoi, loin de passer à l'offensive, la classe ouvrière de ce pays est-elle impuissante à se défendre contre le patronat et le gouvernement?

6° Pourquoi a-t-on renoncé à l'unité syndicale et au front unique? Pourquoi fait-on le jeu des dirigeants confédérés en s'installant dans la scission, alors que l'unité syndicale est plus indispensable que jamais?

Les « traîtres », les « paniquards », les « scories » se retourneront vers les dirigeants confédéraux pour leur demander les comptes que les représentants des syndicats sont en droit de demander à leur C. G. T. à l'occasion des Congrès. Le spectacle de ce que la direction unique a fait de la C. G. T. U. — qui, si elle était restée fidèle à sa charte constitutive de Saint-Etienne, serait actuellement en pleine force et en plein développement — ce spectacle devrait suffire aux syndicats unitaires pour prononcer contre la direction unique une condamnation sans appel. Ce ne sera, certes, pas encore pour cette fois, mais il faut avoir confiance. Cela viendra.

M. CHAMBELLAND.

DUEL ANGLO-AMÉRICAIN

La victoire de Snowden

Cette Conférence de La Haye, où les bourgeoisies des différents pays se disputent âprement sur les parts qu'elles auront dans les versements de l'Allemagne, est un spectacle bourgeois typique; elle rappelle très exactement ces assemblées d'héritiers où chacun dispute la part qui lui revient sur les biens des morts. C'est grotesque et ridicule, c'est bien bourgeois.

Nous n'aurions donc qu'à rire du spectacle qui nous est offert, si celui-ci ne nous avait point fait aussi, hélas! constater combien « l'union sacrée » est toujours prête à revivre, et combien le prolétariat, ou tout au moins ses chefs, est encore prêt à faire, à la première occasion, cause commune avec sa bourgeoisie contre la bourgeoisie et le prolétariat d'un autre pays. Snowden s'est présenté en porte-drapeau de toute l'Angleterre, lords, bourgeois, ouvriers, et il l'a été, en effet. Le *Peuple*, organe officiel de la C. G. T., n'a pas montré moins d'empressement à défendre les « droits de la France », et Vandervelde est venu à la rescousse défendre ceux de la Belgique. Une fois de plus, les solidarités nationales ont triomphé de la lutte de classes.

⁂

Dans le concert de mensonges et d'hypocrisies, sous l'avalanche de bourrages de crânes, qui sont l'accompagnement obligatoire de toute rivalité entre appétits bourgeois, la place d'honneur revient cette fois, sans conteste, à la France, et, particulièrement à la presse française « de gauche » qui a porté la mauvaise foi à un niveau inimaginable. Le droit, le droit bourgeois bien entendu, le seul qui puisse être invoqué en la circonstance, était manifestement du côté de Snowden. Pour qu'il n'apparaisse pas, de quel tas d'injures et d'insanités a-t-on essayé de le recouvrir!

Rétablissons les faits essentiels.

Dès les débuts de la question des réparations, les Grandes Puissances se mettent d'accord, à Spa, sur les proportions selon lesquelles elles se répartiront les versements de l'Allemagne, quel qu'en puisse être le montant. Pour l'Angleterre, la proportion fixée est de 23 % (exactement 23,05 %) ; ainsi, de toute somme versée par l'Allemagne pour les réparations, quel qu'en soit le montant, et quelle qu'en soit la date, 23 % doivent revenir à l'Angleterre. Depuis lors, ce pourcentage fut appliqué dans tous les systèmes de perception qui furent successivement mis en vigueur, et il ne fut jamais question de le modifier. Bien plus, à la veille même de l'élaboration du plan Young, en novembre dernier, Poincaré prenait envers Churchill l'engagement formel de ne demander aucune modification du pourcentage de Spa. Les experts auraient à estimer ce qui devait être, au total, exigé de l'Allemagne, mais la répartition de cette somme devait être faite entre les ayants droit selon les règles suivies constamment jusqu'ici, c'est-à-dire selon les proportions fixées à Spa. Le rappel de cet engagement de Poincaré fit le fond de l'intervention de Snowden à la fameuse séance où il traita les arguments de Chéron de grotesques et de ridicules, et la reconnaissance que cet engagement avait bien été pris fut faite officiellement par Loucheur, dans la séance qui suivit, pour mettre fin à l'incident, et consignée publiquement dans le communiqué officiel relatif à cette séance. L'engagement de Poincaré n'était donc pas niable.

Or, comment le plan Young s'accordait-il avec cet engagement? En attribuant à l'Angleterre, sur tous les versements à faire désormais par l'Allemagne une part sensiblement inférieure à 23 %.

En effet, le plan Young divisait les sommes à verser par l'Allemagne en trois grandes catégories :

Une première catégorie, dites *annuités conditionnelles* : de celles-ci l'Angleterre recevait sa part, les 23,05 % lui en étaient attribués;

Une seconde catégorie, dites *annuités inconditionnelles* : de celles-ci *rien ne devait revenir à l'Angleterre*; à vrai dire, 10 % du montant de ces annuités n'avaient pas été attribués à aucune Puissance déterminée par les experts, ceux-ci ayant laissé aux gouvernements le soin de le faire, mais il était entendu que la répartition en serait faite par les gouvernements uniquement entre les petites Puissances; en tous cas, même si l'Angleterre avait participé à cette répartition, elle aurait reçu bien moins de 23 %, puisqu'il n'y avait au total que 10 % à partager;

Une troisième catégorie des sommes versées par l'Allemagne devait servir à rembourser certains frais faits par les Puissances : or, de cette troisième catégorie comme de la seconde, *l'Angleterre ne recevait rien*, bien qu'elle ait participé à ces frais comme les autres Puissances.

C'était vraiment un peu fort de café ! S'engager, comme l'avait fait le gouvernement français, à ne demander aucune diminution du pourcentage de 23 % devant revenir à l'Angleterre, puis venir dire par la bouche de son président du Conseil et de son ministre des Finances qu'on n'accepterait aucune autre répartition que celle contenue dans le plan Young, répartition qui donnait à l'Angleterre 23 % *sur une part seulement* des versements de l'Allemagne, c'était d'une mauvaise foi qui dépassait même ce qu'on a l'habitude de voir chez les diplomates. Il y avait de quoi voir rouge. Snowden a vu rouge. Mais ses épithètes de « grotesques » et « ridicules » ne sont peut-être pas celles qui conviennent; « jésuites » eut été plus exact : c'est une coutume des bourgeois en France de cacher leurs roueries sous un masque de rondeur bébête.

⁂

Les comédies les plus grotesques recouvrent souvent des faits d'une signification profonde.

La presse française a abondamment insisté sur

ceci que le montant total de la somme que réclamait Snowden était très faible. Argument ridicule dans sa bouche, car la somme à donner n'était pas d'un centime plus grosse que celle à recevoir; s'il est inadmissible que Snowden mette tant d'ardeur à réclamer une somme si petite, qui ne représente qu'une infime partie du budget britannique, il n'est pas plus admissible que la France, la Belgique et l'Italie mettent tant d'âpreté à refuser de faire abandon de cette même somme, qui représente une part encore plus petite de leurs trois budgets réunis.

Il est néanmoins certain que cette somme, 300 millions de francs par an, est relativement faible. Pourquoi donc l'un des partenaires l'a-t-il voulue absolument, et pourquoi les autres l'ont-ils refusée si obstinément? Question de prestige? Sans aucun doute. Snowden, d'ailleurs, ne l'a pas caché : « Nous voulons montrer que l'Angleterre a fini de céder. » De céder à qui? D'apparence à l'Europe continentale, et, en particulier, à la France. Mais n'est-ce pas plutôt à l'Amérique?

Qui, en effet, a imposé aux experts britanniques, aux derniers jours du comité Young, la réduction du pourcentage britannique? Young, l'américain Young. Qu'on se rappelle ces derniers jours. Tout semble cassé; on ne peut obtenir de l'Allemagne de quoi satisfaire ses créanciers; le Comité semble à la veille de devoir se dissoudre sans avoir pu rien faire. Coup de théâtre : Young a trouvé une solution; c'est la réduction de la part anglaise. Les ministres anglais protestent publiquement; ils n'accepteront pas cette réduction. Explication orageuse de Young avec les Anglais, et les experts anglais, avec, sans aucun doute, l'autorisation de leur gouvernement, signent. Quelle menace a faite l'Amérique?

Maintenant, c'est la conférence des gouvernements à la Haye qui s'ouvre. Avertissement immédiat : la Banque fédérale de New-York augmente de 1 % son taux d'escompte, ce qui va tendre à attirer les capitaux à New-York plutôt qu'à Londres, donc faire vendre des sterlings pour des dollars, donc affaiblir le change du sterling déjà assez mal en point. La Conférence a tenu plusieurs séances, et Snowden a refusé de s'incliner devant Chéron : Lamont, Lamont l'homme de Morgan, se rend chez MacDonald. Que lui dit-il? Quelle menace fait-il? En tous cas, le lendemain, tous les journalistes le remarquent, Snowden a changé de ton : de ton au moins il se fait conciliant. Cependant, au bout de peu de jours, il est manifeste que, quant au fond, sa position n'a pas changé. Alors, Lamont fait publier par le *New-York Herald* : « Si l'Angleterre n'accepte pas le plan Young, ce n'est pas deux millions de livres qu'elle perdra par an, mais deux millions de livres par jour. » La menace se précise et devient publique.

Néanmoins, Snowden tient bon... et gagne.

Pour la première fois, et depuis longtemps, l'Angleterre a résisté ouvertement et victorieusement, au moins momentanément, à l'Amérique. C'est là le sens profond de ce qui vient de se jouer à La Haye. Les Puissances de l'Europe continentale ne sont, en somme, que des comparses. Le vrai duel est entre l'Angleterre et l'Amérique.

Dans la colonisation de l'Europe, l'Angleterre est le principal obstacle. Malgré sa décadence industrielle, son antique puissance financière lui permet de n'avoir pas encore besoin des capitaux américains. Alors que Allemagne et Italie ont déjà leurs industries maîtresses — ici l'industrie hydro-électrique, là l'industrie métallurgique et chimique — sous l'emprise américaine, l'industrie anglaise, celle tout au moins de l'Angleterre proprement dite, sinon celle des colonies, est encore à peu près indemne. Appuyer le continent, où leur contrôle s'étend chaque jour, contre l'Angleterre, où il n'a pas encore pris pied, dresser la partie de l'Europe qui est en voie de colonisation contre celle encore rebelle à la colonisation, telle est l'évidente politique qui s'impose aux Etats-Unis, s'ils veulent effectuer la conquête de l'Europe au moindre prix, et telle est en effet celle qu'ils suivent. La conférence de La Haye aura des lendemains.

Lorsque Rome conquit la Grèce, elle prit soin, elle aussi, de dresser les unes contre les autres les Républiques grecques, les aristocratiques Républiques de la ligue achéenne contre les Républiques démocratiques de la ligue étolienne, car — fait notable — ce furent les Républiques où dominait l'élément populaire où la résistance contre Rome fut la plus grande. Le travaillisme britannique est-il appelé à être le dernier rempart de l'Europe contre l'Amérique?

R. LOUZON.

AUX PIEDS DE MUSSOLINI

Les lauriers de Staline empêchaient le social-démocrate Müller de dormir. Staline ayant reçu à Odessa la flotte aérienne de Mussolini au chant de *Giovinezza* (1), le Chancelier allemand a, le mois dernier, reçu à Kiel la flotte navale italienne en faisant célébrer la gloire de l'assassin de Matteotti. Au pays où le chef du gouvernement appartient à l'Internationale dite socialiste, voici le toast porté par le représentant officiel de ce gouvernement, l'amiral commandant la base de la Baltique:

« L'Allemagne suit avec intérêt les progrès que votre pays réalise *sous la direction d'une volonté puissante et perspicace*. Nous désirons que l'Italie, amie de l'Allemagne, poursuive sa marche triomphale *sur la route du progrès*. »

Le fascisme célébré comme la « route du progrès » par le social-démocrate ! N'est-ce pas que c'est un digne pendant à l'hymne fasciste alternant avec l'*Internationale* par ordre du bolchevisme?

Et si les toujours prêts à tout justifier pensent que ce sont là des « nécessités de la diplomatie », ils n'ont, pour se convaincre du contraire, qu'à regarder l'attitude du fascisme en de pareilles occasions : en réponse au toast allemand, l'amiral italien n'a célébré ni Müller, ni la social-démocratie, ni même la République allemande, pas plus que Mussolini ne tolère de chants révolutionnaires aux réceptions de représentants soviétiques.

(1) Voir l'information parue dans la *R. P.* du 15 juillet 1929, et à laquelle, malgré notre demande, aucun démenti n'a été apporté.

Comment on apprivoise les députés socialistes

Du temps où il était ministre des Travaux publics, Tardieu, qui a appris de son patron Clemenceau les petits moyens par lesquels on mène ces tout petits hommes que sont les politiciens, accordait aux députés socialistes tous les permis de chemin de fer qu'ils voulaient : leur femme, leurs enfants, leur belle-mère, leurs amies et les amis de leurs amis, tout cela voyageait à l'œil. Jamais ministre des Travaux publics ne s'était montré aussi généreux. Aussi les socialistes le remercièrent-ils en lui faisant la réputation d'un grand homme « de gauche ». C'était lui le futur grand chef de demain, lui qui ouvrirait enfin l'ère des « grandes » réalisations sociales!

Depuis que Tardieu est passé ministre de l'Intérieur, depuis qu'il pratique à l'égard de la classe ouvrière une politique de violence et d'illégalité comme il n'y en eut jamais pareille en France, même sous l'Empire, les députés socialistes ont bien été obligés de mettre une sourdine à leur enthousiasme, mais ils veillent à ne pratiquer à l'égard de cette brute véreuse que l'opposition la plus modérée. Le souvenir des permis de chemin de fer continue son effet.

RENDEZ AUX CHINOIS L'EST CHINOIS !

Contre tout impérialisme

Après la publication dans notre numéro du 1er août de l'étude de Louzon sur la question du Chemin de fer de l'Est-Chinois, nous avons reçu d'un abonné, le camarade A. Patri, une lettre dans laquelle celui-ci combat le point de vue exprimé ici par Louzon.

D'autre part, nous avons lu dans la *Vérité*, nouvel organe d'opposition communiste, une note dans laquelle les camarades du Comité de rédaction nous apprennent que le point de vue de Trotsky sur cette question est « diamétralement opposé » à celui que les camarades de *Contre le Courant* ont eux-mêmes exposé. L'article intitulé : « le Conflit Sino-Russe », paru dans le n° 35 de *Contre le Courant*, apportait une opinion se rapprochant beaucoup de celle exprimée ici par Louzon. Nous sommes donc très désireux de connaître dans le détail les arguments de Trotsky, et nous voulons croire que la *Vérité* ne tardera pas à les publier.

Mais nous devons relever sans plus attendre que dans leur note les camarades de la *Vérité* blâment un militant de l'Opposition communiste allemande, le camarade Urbahns, pour avoir publié dans son journal un article dénonçant l'impérialisme russe à propos du conflit russo-chinois. Urbahns avait pris soin d'indiquer que cet article était publié pour discussion et qu'il y serait répondu. A notre grande surprise, les camarades de la *Vérité* trouvent que c'est déjà trop. « C'est déjà trop, écrivent-ils, qu'un tel article soit publié, même « pour discussion ». Ainsi des camarades, qui pensent avec raison que le mouvement ouvrier français a besoin d'une cure de vérité, s'empressent de fermer la discussion sur un problème aussi important et aussi actuel que celui de l'Est-Chinois. Comment veulent-ils donc que le mouvement ouvrier français fasse sa cure de vérité s'ils lui interdisent à l'avance d'examiner et de discuter un problème comme celui-là ? Nous pensons qu'une des causes de la crise du mouvement ouvrier français réside dans le fait que les militants n'éprouvent pas le besoin de se faire une opinion par eux-mêmes, dans le fait qu'ils acceptent docilement les opinions toutes faites que l'Internationale communiste et ses sections leur fabriquent en grande série. Pour redonner au mouvement sa force, il faut rompre absolument avec une telle méthode, avec tout ce qui de près qu de loin risque de lui ressembler. Quand on veut servir la vérité, il faut d'abord la connaître, il faut d'abord la rechercher. Comment la trouver lorsqu'on frappe d'interdit une opinion différente de celle que l'on exprime soi-même ?

Toujours décidés à discuter et à faire discuter les grands problèmes qui se posent devant l'opinion ouvrière, nous publions la lettre de Patri, et nous la faisons suivre de la réponse établie par Louzon.

LETTRE DE A. PATRI

Je ne suis pas du tout d'acccord avec l'article de Louzon sur l'Est-Chinois.

Le bon droit révolutionnaire des peuples à disposer d'eux-mêmes serait du côté de la Chine contre l'U. R. S. S. dans cette affaire? Voire! N'était-il pas alors, a fortiori, *du côté de la Géorgie contre l'U. R. S. S. également, et puisque la convention sino-russe date de* 1924, *pourquoi Louzon a-t-il attendu le moment où l'U. R. S. S. se trouve dans une situation difficile pour le dire?*

La vérité, c'est que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes n'est pas une entité formelle que l'on peut remplir avec n'importe quel contenu. La Géorgie était dans son bon droit formel, apparent et métaphysique, mais l'U. R. S. S. était dans son bon droit réel et révolutionnaire, car la séparation de la Géorgie eût été un atout pour l'impérialisme et la contre-révolution mondiale. Mais c'était à cette époque qu'il aurait fallu parler d'impérialisme soviétique, si l'on avait à en parler, car toutes les apparences y étaient : population ayant son originalité ethnique, brimée dans sa volonté d'indépendance nationale pour des raisons de domination économique : le pétrole.

Dans le conflit sino-soviétique actuel, les apparences n'y sont même pas, et l'assimilation que fait Louzon de la politique soviétique d'Extrême-Orient avec la politique des traités inégaux des impérialismes occidentaux, me paraît vraiment abusive. En quoi les droits que donne à la Russie soviétique la convention de 1924 *sur le chemin de fer de l'Est sont-ils assimilables aux droits que les traités inégaux donnent aux impérialistes dans les concessions? Ces traités sont inégaux parce qu'en plein territoire chinois des îlots sont réservés, interdits aux Chinois, soustraits à la juridiction chinoise, et sont un constant prétexte pour le débarquement de troupes d'occupation. La gestion du Chemin de fer de l'Est est, si je ne me trompe, une gestion paritaire, et ne s'accompagne d'aucune brimade contre la population, ni d'aucune sauvegarde policière ou militaire. Je voudrais bien savoir en quoi la présence de fonctionnaires russes au chemin de fer est l'instrument d'une oppression contre les travailleurs chinois immigrés en Mandchourie, et en quoi elle est comparable à celle des fonctionnaires français du Transsaharien appuyés par la force militaire? Par contre, je m'explique très bien en quoi elle peut contrecarrer certains desseins économiques et militaires, puisque la voie mandchoue est historiquement le point vulnérable de l'U. R. S. S.*

Ce que je reproche à l'article de Louzon, c'est d'être si unilatéral et si métaphysique. Pourquoi Louzon ne cherche-t-il pas les dessous économiques et politiques derrière l'apparent prétexte de droit formel? Ceux de Géorgie étaient trop clairs. Ceux du Chemin de fer sont-ils si obscurs?

*Quel est le rôle de la Banque Russo-Asiatique dont parle l'*Humanité? (*C'est une simple question que je pose, n'ayant aucune information*).

Il n'est pas si clair que le croit Louzon que l'agression chinoise contre le chemin de fer de l'Est soit un épisode de la lutte de la Chine contre les impérialistes. Ne coïncide-t-elle pas avec le ralentissement de la lutte contre des impérialismes sur la qualification desquels il n'y a pas de discussion? Par là, la Chine de Tchang-Kaï-Chek ne cherche-t-elle pas à donner à son peuple, à bon marché, l'illusion d'une lutte anti-impérialiste continuée en la retournant contre la puissance qu'elle a le moins à redouter militairement, et dont l'isolement diplomatique est le plus grand? Il est tout de même bien évident que l'écrasement du mouvement ouvrier et paysan par la bourgeoisie chinoise a porté un coup à toute politique anti-impérialiste conséquente ultérieure. — A. PATRI.

REPONSE DE R. LOUZON

La lettre du camarade Patri soulève deux questions fort importantes, sur lesquelles j'avais pensé ne pas devoir insister dans mon précédent article, parce que j'en croyais les solutions définitivement acquises par la tradition révolutionnaire, surtout depuis que Lénine, par ses écrits et ses actes, les avait portées au premier plan.

Ce sont celles-ci :

1° N'y a-t-il impérialisme que lorsqu'il y a domi-

nation *politique* d'un pays sur un autre? Ou bien l'emprise *économique* d'un pays sur un autre ne suffit-elle pas à créer l'impérialisme; même, n'en est-elle pas l'essence, les droits politiques n'en étant que le complément, non nécessaire?

2° Contre l'impérialisme, les révolutionnaires ne doivent-ils pas toujours se dresser, non point occasionnellement, par suite de circonstances particulières qui rendent cette politique momentanément favorable, mais *en toutes circonstances*, parce que le développement de la Révolution est lié à la destruction de l'impérialisme pour des raisons profondes et permanentes?

Pourquoi l'Est-Chinois est de l'impérialisme

Que l'emprise économique soit l'essentiel de l'impérialisme, ce n'est là qu'un cas particulier de la grande loi matérialiste qui est à la base de tout socialisme digne de ce nom, à savoir que l'économique domine le politique, que celui qui détient la puissance économique possède en fait le pouvoir politique, même si d'apparence il en est exclu. Il faut être aussi borné qu'un membre du parti radical pour croire que l'Etat peut « contrôler » les puissances économiques; aussi hypocrite que les Droits de l'Homme pour prétendre qu'un ouvrier et son patron ont le même pouvoir sur l'Etat parce qu'ils disposent tous deux d'un même bulletin de vote. Pour reprendre une phrase de Marx, en la modifiant un peu, la politique est théoriquement au-dessus de la puissance des détenteurs des moyens de production, mais, pratiquement, elle en est la prisonnière absolue. Etre le maître d'un pays étranger, ce n'est donc pas avoir des droits politiques plus ou moins théoriques sur ce pays, c'est en posséder les moyens de production essentiels, c'est être propriétaire des pièces essentielles de son outillage économique. Les droits politiques n'interviennent que pour se garantir davantage une « possession paisible », pour se prémunir davantage contre les tentatives de dépossession violente, mais tant que la possession subsiste, l'impérialisme subsiste, avec ou sans droits politiques.

Or, la possession du chemin de fer de la Mandchourie est le type même de l'emprise sur la vie économique d'un pays. Il n'existe peut-être pas d'autre cas où ce soit aussi net. Toute la vie de la Mandchourie du Nord dépend, en effet, de son chemin de fer. Dans ce pays de forêts, sans routes, presque sans fleuves, et sans autre voie ferrée que celle de l'Est-Chinois, la colonisation et la culture, toute la vie en un mot, n'ont pu s'établir que grâce au chemin de fer et ne peuvent subsister que par lui. Le maître du chemin de fer, le maître de ses tarifs, de ses règlements, de l'organisation du service, est donc le maître absolu de la Mandchourie. Or, le maître de ce chemin de fer est l'U. R. S. S., le chemin de fer étant, d'après la convention de 1924, administré par un Conseil d'administration dans lequel, je le répète, l'U. R. S. S. possède, d'après ce qu'en a dit à l'époque la *Correspondance internationale*, la majorité absolue.

Rien donc ne distingue cette concession, non pas des concessions territoriales données par la Chine en certaines villes aux différentes Puissances, ce que je n'ai jamais prétendu, mais des multiples concessions, presque toujours exemptes de droits politiques, par lesquelles les Puissances capitalistes ont assuré leur emprise économique aux quatre coins du monde, et que Lénine a toujours dénoncées comme la forme la plus dangereuse, parce que la plus masquée, de l'impérialisme; rien, si ce n'est que la pauvreté de l'outillage économique de la Mandchourie du Nord, permet une emprise économique beaucoup plus absolue que dans les pays plus développés.

En Chine même, l'impérialisme capitaliste s'est introduit sous deux formes. D'une part, sous la forme, la plus connue mais la moins dangereuse, des concessions : dans les principaux ports chinois, l'ancien régime avait attribué aux Puissances étrangères des quartiers dans lesquels celles-ci ont un droit de souveraineté presque absolu; ce sont de véritables enclaves étrangères dans le territoire chinois. Que cela ait des inconvénients considérables pour la Chine, c'est bien évident! Mais il n'empêche que la souveraineté étrangère strictement limitée à certains quartiers de certaines villes était une attaque à l'indépendance chinoise bien moindre que celle qu'y auraient portée des droits plus restreints mais s'étendant à l'ensemble de la Chine. C'est précisément pourquoi l'impérialisme capitaliste ne pouvait se contenter des concessions et qu'il exigea d'autres droits; les Postes, la perception de certains impôts comme la Gabelle, les Douanes, etc..., durent être remises par la Chine entre les mains de délégués des Puissances étrangères qui en assumaient toute la direction. Ce n'étaient pas là des droits politiques, des droits de police et de juridiction, comme ceux possédés par les puissances sur le territoire de leurs concessions, c'était simplement un droit d'administration sur des services publics, mais combien ceci était plus grave que cela! Avec les concessions, on peut se soustraire à l'emprise étrangère, en se contentant de ne pas aller dans les quartiers concédés, tandis que, où que l'on soit, on a besoin de la Poste, on est contraint de payer l'impôt, on a à consommer ou à produire des marchandises sur lesquelles, d'une manière ou d'une autre, les droits de douane interviennent.

Ce sont les droits de cette seconde sorte, beaucoup plus que les concessions, qui ont fait se soulever la Chine, et c'est à eux d'abord qu'elle s'en est pris; dès l'occupation de Pékin par les troupes du Kuomintang, le gouvernement de Nankin est parvenu à obtenir leur suppression en grande partie : il n'y a plus d'administration étrangère de la Gabelle, et la Chine a recouvré son indépendance douanière.

Or, l'administration du chemin de fer de l'Est-Chinois par une administration étrangère, c'est un fait exactement du même ordre que l'administration des Postes, de la Gabelle ou des Douanes par des administrateurs étrangers. Dans tous ces cas, il s'agit de l'administration d'un service public essentiel. Il est impossible de considérer qu'en essayant de récupérer l'administration de l'Est-Chinois, la Chine fait autre chose que poursuivre sa politique d'indépendance nationale; la suppression, cette année, du dictateur russe du chemin de fer de l'Est-Chinois est l'exact pendant de la suppression, l'an dernier, du dictateur, anglais je crois, de la Gabelle.

Ainsi donc, ou bien il faut admettre que tous les pouvoirs que s'étaient fait conférer les Puissances capitalistes sur les services publics de Chine (par des contrats en aussi bonne et due forme que les contrats russes de 1924), ne sont pas de l'impérialisme, — ou bien il faut reconnaître que les pouvoirs de l'U. R. S. S. sur l'Est-Chinois sont de l'impérialisme. Mais alors se pose la seconde question. Est-ce que, en certaines circonstances, l'impérialisme n'est pas une bonne chose? Est-ce que, en particulier, un impérialisme soviétique, ou, plus généralement, l'impérialisme d'un pays socialiste ou en marche vers le socialisme, n'est pas chose excellente? Est-ce que, du moment que le mouvement ouvrier et paysan d'un pays a été écrasé par sa bourgeoisie nationale, il n'y a pas lieu d'abandonner dans ce pays la politique anti-impérialiste?

Pourquoi tout impérialisme est contre-révolutionnaire

Le socialisme ne saurait être que mondial. Je n'ai jamais compris exactement ce que les Russes entendent par « le socialisme dans un seul pays », mais si cela signifie qu'une partie du monde pourrait vivre d'une façon permanente sous le régime du socialisme, tandis que les autres parties du monde vivraient sous un régime différent, c'est une évidente absurdité. Non seulement une telle opinion est contraire à l'essence même du socialisme qui s'est toujours présenté comme la libération de l'humanité tout entière, et non comme celle d'une portion seulement de l'humanité, mais l'exemple du capitalisme, détruisant à une vitesse croissante, dans le monde entier, les économies non capitalistes, montre qu'en l'état actuel de la technique, principalement de celle des moyens de transport, c'est la dernière des utopies de supposer que, désormais, l'humanité puisse vivre longtemps en des compartiments séparés, soumis à des régimes économiques fondamentalement différents. Préparer l'avènement du socialisme chez tous les peuples, qu'ils soient noirs, blancs ou jaunes, est donc la condition indispensable à l'établissement du socialisme dans n'importe quel pays.

Or, l'impérialisme, par quelque Puissance qu'il soit exercé et sous quelque forme qu'il soit exercé, même l'impérialisme le plus « philanthropique » s'il en existe, ne peut que retarder l'avènement du socialisme chez le peuple qui le subit. Le socialisme, en effet, ne se donne pas, il s'acquiert; un peuple ne peut devenir socialiste que par lui-même; le socialisme ne peut être que le résultat de son expérience personnelle. Or, le vice fondamental de l'impérialisme, c'est qu'il supprime cette expérience. En mettant la direction de l'économie entre les mains d'un peuple étranger, en déchargeant un peuple du soin de se diriger, soit politiquement soit économiquement, l'impérialisme le prive de l'expérience qui, seule, peut le faire évoluer et le préparer au socialisme. Je veux admettre que l'U. R. S. S. exploite l'Est-Chinois dans l'intérêt exclusif du peuple chinois, qu'il soit même un moyen, non de transférer en U. R. S. S. de la plus-value produite par le paysan chinois, mais, au contraire, de transférer à celui-ci de la plus-value produite par l'ouvrier ou le moujick russe; le Chinois de Mandchourie, privé de la direction de l'organisme essentiel de son économie, serait tout de même, de ce fait, retardé tout autant dans son évolution que s'il était soumis à l'impérialisme le plus exploiteur. Le « bon tyran » n'est pas plus un instrument d'émancipation que le mauvais.

On connaît l'argument de Marx en faveur de la République. La République est supérieure à la Monarchie parce que, lorsqu'il y a un monarque entre les mains duquel est concentré le pouvoir politique, le prolétariat est porté à croire qu'il lui suffit de renverser le monarque pour se libérer. La République, le suffrage universel, détruisent cette illusion. En supprimant tous autres antagonismes que celui entre prolétaires et capitalistes, ils rendent clair au prolétariat que c'est sa sujétion économique à l'égard des capitalistes qui est la véritable raison de ses maux, et que c'est cette sujétion qu'il faut détruire.

La situation est tout à fait analogue pour les peuples soumis à une emprise étrangère. Ils s'imaginent que celle-ci est la seule raison de leurs maux; tant qu'ils n'en seront pas débarrassés, tant qu'ils n'auront pas vu, par le fait, qu'il n'en est rien, il leur sera impossible de voir au delà. Ce n'est qu'ensuite, après qu'ils auront conquis leur indépendance nationale, qu'ils acquerront la pleine conscience de la lutte des classes. Pour aider le prolétariat chinois à renverser Tchang-Kaï-Chek, il faut aider Tchang-Kaï-Chek à renverser l'impérialisme étranger, à réaliser l'entière indépendance politique et économique du peuple chinois, jusques et y compris en Mandchourie.

La Géorgie n'est pas de l'impérialisme et les contrats de 1924 auraient pu ne pas en être

Est-il besoin de dire qu'assurer le libre développement d'un peuple ne signifie point se désintéresser du développement de ce peuple, ne signifie pas ne point intervenir dans les luttes de classes qui s'y déroulent afin d'y aider le prolétariat, ne signifie pas ne pas intervenir pour la défense de ce peuple contre l'impérialisme étranger? Aussi ai-je été véritablement stupéfait en voyant avec quelle facilité notre camarade faisait sienne, — et voudrait que nous fissions nôtre! — la thèse menchevik sur la Géorgie. Je sais bien que le cynisme a été très mis à la mode par le Parti communiste, et que présenter l'aide fournie par les ouvriers d'en deçà du Caucase à ceux d'au delà comme un simple acte de piraterie destiné à fournir l'U. R. S. S. de pétrole, vous a un petit air de « réalisme » pas du tout « petit bourgeois » (bien qu'en fait ce ne soit que la transposition dans nos rangs des idées les plus fondamentalement bourgeoises). Mais, malheureusement, le fait d'emprunter à ses ennemis le mensonge historique qu'ils ont forgé ne saurait convertir celui-ci en une vérité.

Il ne s'est rien passé d'autre en Géorgie que ce qui s'est passé dans toutes les autres parties de l'U. R. S. S. Comme toutes celles-ci, la Géorgie, ou plus généralement la Transcaucasie, puisqu'il s'agit de pétrole, a eu sa guerre civile, sa guerre entre rouges et blancs, avec parfois, en outre, des « verts ». Blancs et verts se présentaient toujours, comme c'est le cas général de la réaction en tous les pays d'Europe, sous le masque du nationalisme. Ils étaient les vrais « patriotes », les seuls défenseurs de la « patrie » : « Grands-Russiens » en Russie, « Ukrainiens » en Petite-Russie, « Géorgiens » en Transcaucasie. Les rouges eurent à combattre partout les blancs et les verts, les féodaux et les bourgeois, et, quand ils avaient triomphé sur un point, ils allaient aider les camarades d'à côté qui n'avaient pu encore remporter la victoire. C'est ainsi que ceux d'en deçà du Caucase prêtèrent la main à ceux d'au delà, la tâche de ces derniers étant d'autant plus difficile que le capitalisme occidental, particulièrement l'Angleterre, avait, précisément à cause du pétrole, un intérêt majeur à ce que les rouges ne triomphent pas.

La victoire des rouges, rouges Grands-Russiens et Géorgiens fraternellement unis, sauva ainsi la Transcaucasie, non seulement de la domination bourgeoise, mais également de la domination étrangère, du Protectorat britannique qui, autrement, eût été certain, et elle sauva aussi les multiples races qui peuplent cette région; Tatars, Arméniens, Géorgiens, etc..., de la prédominance de l'une d'entre elles, grâce à la constitution fédérative qu'elle leur assura par le moyen des Républiques et Territoires autonomes. Rien donc de semblable à la situation actuelle de la Mandchourie. Mais, que demain la guerre civile éclate en Mandchourie, qu'ouvriers et paysans luttent contre leur bourgeoisie, que le Japon intervienne, ah! soyez sûr alors, camarade, que ce jour-là l'U. R. S. S. pourra tirer l'épée pour défendre les ouvriers et les paysans de Mandchourie contre leur bourgeoisie ou l'impérialisme nippon, sans que nous l'accusions d'impérialisme! Comme nous l'avons toujours été en des cas semblables, nous serions à ce moment-là entièrement et sans réserves aux côtés de l'U. R.

S. S. (1). Mais exploiter le Chemin de fer de l'Est-Chinois dans un pays soumis à un régime économique qui n'a rien de socialiste, selon des règles qui, pour cette raison même, ne peuvent avoir rien de socialiste, cela n'a rien de commun avec la fondation d'une République ouvrière et paysanne.

Nous n'avons pas parlé des conventions de 1924 lorsqu'elles ont été conclues. C'est exact. Il y avait à cela une raison péremptoire, c'est que la *Révolution prolétarienne* n'étant pas encore fondée, nous n'avions pas d'organe où pouvoir nous exprimer. Mais si nous en avions parlé à cette époque, il est certain que nous ne l'aurions pas fait comme nous le faisons maintenant, et voici pourquoi : à l'époque, ces conventions eussent pu être considérées comme légitimes, car on pouvait supposer qu'elles n'avaient qu'un caractère provisoire.

Expliquons-nous.

On est, je le rappelle, en 1924. Sauf à l'extrémité opposée de la Chine, à Canton, il n'y a pas en Chine de gouvernement national; il n'y a à Pékin, sous le nom de gouvernement, que des fantoches, créatures des Puissances étrangères, n'ayant point d'autre rôle que de vendre la Chine à l'encan, de créer pour ces Puissances des titres destinés à fonder leurs « droits ». D'autre part, le chemin de fer de l'Est-Chinois est entre les mains de Russes blancs, émigrés de Sibérie après la débâcle des divers Koltchak — avec à l'arrière-plan la *Banque Russo-asiatique* (2) — qui se prétendent les successeurs des fondateurs du chemin de fer et, par suite, ses propriétaires légitimes; en outre, deux Puissances qui voudraient bien mettre la main sur le chemin de fer : le Japon et les Etats-Unis, — mais l'une et l'autre n'osant agir, chacune par peur de l'autre.

Dans cette anarchie, l'U. R. S. S. intervient et, en employant évidemment les moyens habituels en de telles occasions, elle se fait signer la convention de 1924 et elle l'exécute : elle prend posesssion du chemin de fer. Ainsi elle sauve l'Est-Chinois des Blancs, de la France, du Japon et de l'Amérique. En 1924, pas de possibilité que l'Est-Chinois devienne un chemin de fer chinois, il ne peut aller qu'entre les mains d'une Puissance capitaliste étrangère, ou qu'entre celles de l'U. R. S. S. La Russie l'obtient, c'est bien. Mais à une condition, c'est que le jour où l'Est-Chinois peut redevenir chinois, le jour où un gouvernement national, même bourgeois, cherche à reprendre en mains l'outillage économique de son pays, l'U. R. S. S. s'empresse de le restituer.

Si, au moment où le gouvernement de Nankin devenait, par l'occupation de Pékin, le gouvernement officiel de la Chine, et après que les successeurs de Tchang-Tso-Ling en Mandchourie eussent reconnu son autorité, alors que ce gouvernement destituait les administrateurs étrangers de la gabelle et obligeait les Puissances à ne pas demander le renouvellement des traités inégaux (1), si, à ce moment-là, l'U. R. S. S. avait proclamé qu'elle renonçait à la concession de 1924, qu'elle n'avait conservé, depuis cette date, l'Est-Chinois qu'à titre de dépôt, comme un dépôt qu'elle attendait de pouvoir remettre entre les mains de son propriétaire légitime, elle aurait fait là un acte appelé à avoir un aussi grand retentissement en Extrême-Orient que celui qu'eut dans le monde de l'Islam la renonciation faite par Lénine à toutes les concessions et tous les droits de la Russie en Turquie et en Perse. L'acte de Lénine rassembla autour de la Révolution russe, au moment le plus difficile de sa lutte, tous les peuples d'Orient; la renonciation à l'Est-Chinois aurait effacé toutes les fautes, toutes les erreurs commises en Chine durant la période précédente. Le peuple chinois, et, au delà de lui, tous les peuples asiatiques, auraient directement compris, ils auraient senti au plus profond d'eux-mêmes, que l'U. R. S. S. n'est réellement pas un pays comme les autres, que le communisme est le contraire du capitalisme, ils auraient été préparés de la plus merveilleuse façon à comprendre le socialisme et à lutter pour lui. Au lieu de cela, ils voient l'U. R. S. S. défendre sa frauduleuse concession, exactement comme les Puissances capitalistes défendent les leurs; ils la voient renforcer, par la résistance qu'elle oppose à la demande du Gouvernement chinois, la résistance qu'opposent les Puissances capitalistes aux demandes que celui-ci doit encore leur formuler (2); ils la voient pratiquer l'impérialisme pour elle-même et consolider celui des autres; c'est là une impression que ne sauraient effacer les brochures de propagande que l'Est-Chinois pourrait leur apporter. L'Est-Chinois restant aux mains de l'U. R. S. S., c'est peut-être quelques millions de bénéfices pour son budget, c'est peut-être quelques facilités supplémentaires de trafic pour les quelques tonnes de marchandises qui vont du lac Baïkal à Vladivostok, c'est peut-être une plus grande possibilité de liaison avec l'« appareil » du Parti communiste chinois, mais c'est la destruction définitive de la foi dans l'U. R. S. S. et dans le bolchevisme au cœur de 300 millions d'hommes.

Voilà pourquoi nous crions aux Russes qui sont restés révolutionnaires : « *Rendez aux Chinois l'Est-Chinois !* »

R. LOUZON.

---

(1) Nous y serions également s'il s'agissait, pour l'U. R. S. S., de défendre contre la Chine la République de la Mongolie extérieure; c'est là sans doute une question sur laquelle nous aurons l'occasion de revenir.

(2) L'Etat tsariste ne voulant pas intervenir en nom dans la concession de l'Est-Chinois, celle-ci avait été donnée à une banque, la *Banque russo-chinoise*, qui devait constituer la Société du Chemin de fer et la financer. Lorsqu'en 1905, la concession se trouva amputée de son plus beau fleuron, la ligne de la Mandchourie du Sud rétrocédée au Japon, ce fut un désastre pour la Banque russo-chinoise qui dut disparaître. Sa succession fut reprise par la *Banque russo-asiatique*, fondée par la Société générale. La Banque russo-asiatique est maintenant en liquidation, liquidation particulièrement difficile, les actionnaires étant divisés en deux groupes rivaux. Néanmoins, il est sûr que ce qui reste de cette Banque doit être à l'affût de tout événement nouveau pouvant se produire sur l'Est-Chinois, afin de tâcher de trouver une occasion de faire valoir ses « droits ». Mais comme il est bien certain que le gouvernement de Nankin n'a pas l'intention de retirer l'Est-Chinois aux Russes pour le donner aux Français, il est extrêmement peu vraisemblable que la Banque russo-asiatique ait joué un rôle déterminant dans les derniers événements.

(1) Les Chinois ont baptisé « inégaux » les traités qui leur ont été imposés par les Puissances capitalistes pour ce fait qu'à leur expiration ces traités pouvaient être renouvelés pour une durée égale, et cela indéfiniment, *par la seule volonté* de la puissance avec laquelle le traité était passé; la Chine n'avait ni le droit d'en refuser le renouvellement, ni celui de l'exiger.

(2) La confirmation que l'impérialisme capitaliste allait être considérablement renforcé par l'attitude de l'U. R. S. S. n'a pas tardé à venir. Au début de mai, le Gouvernement chinois avait demandé aux Puissances d'abandonner leurs droits d'exterritorialité; prudemment, celles-ci s'étaient jusqu'à ces jours derniers, abstenues de répondre; mais, aujourd'hui que l'U. R. S. S. défend ses « droits », les Etats capitalistes n'ont plus de raison de ne pas défendre les leurs : la France, l'Angleterre et l'Amérique viennent de répondre qu'elles se refusent absolument à tout abandon de l'exterritorialité.

Quel enseignement veut-on distribuer au prolétariat ?

Le piège de l'Ecole Unique

Depuis quelques années, ce mot d'Ecole Unique a fait couler beaucoup d'encre. Il le mérite, car peu de questions présentent un intérêt à la fois plus immédiat et plus lointain et il n'est pas de prolétaire conscient qui ne se doive d'envisager sérieusement cette question.

Les principes de l'Ecole Unique

Bien des individualités et des groupements se réclament de l'*Ecole Unique*: tous ne mettent pas sous cette étiquette la même liqueur, évidemment, mais il a été constitué un « Comité d'étude et d'action pour l'Ecole Unique » qui rassemble un grand nombre de collectivités. Nous citerons d'abord les groupements du corps enseignant : Inspecteurs primaires, personnel des Ecoles Normales et Primaires Supérieures, *Syndicat National des Instituteurs* et Fédération Confédérée de l'Enseignement, en faisant remarquer l'absence de la Fédération Unitaire de l'Enseignement; ensuite divers groupements laïques : Ligue des Droits de l'Homme, Loges diverses; et enfin des partis politiques : Radical, Socialiste-Français et Socialiste-Communiste; ici également, il nous faut noter l'abstention du Parti Socialiste et du Parti Communiste.

Au total, Comité de groupements résolument *démocratiques*, dont quelques-uns semblent devoir être d'une indépendance très relative et d'une timidité attristante.

Les principes de l'Ecole Unique se trouvent exposés dans une brochure éditée par ce Comité. Les voici :

1. *Droit de l'enfant à un développement complet de ses aptitudes;*
2. *Droit des enfants à l'égalité devant l'instruction.*
3. *Droit des travailleurs à l'émancipation intellectuelle et à la culture.*
4. *Obligation pour la nation de mettre en valeur toutes les ressources intellectuelles de ses citoyens.*

Qu'on me permette de schématiser l'essentiel de l'organisation de l'Ecole unique dans le tableau ci-dessus.

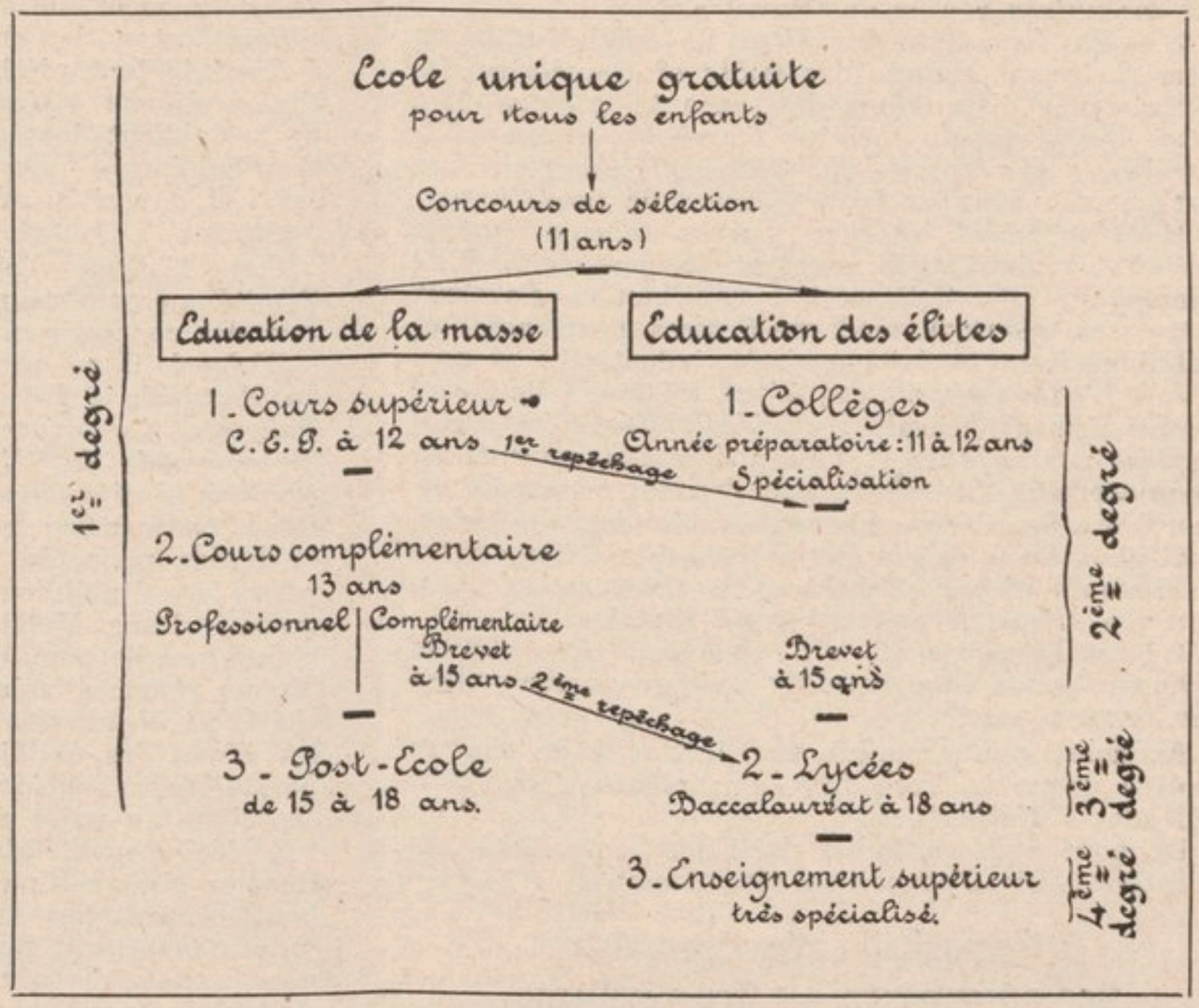


Schéma de l'organisation de l'Ecole Unique

Ce tableau appelle quelques remarques :

1. — Seul l'enseignement jusqu'au concours de sélection (11 ans) mérite le titre d'Ecole Unique; par la suite l'enseignement ne peut que se différencier. Ce premier enseignement ressemblera, avec des allégements, à celui que distribuent actuellement les instituteurs primaires. Cette « Ecole Unique » entraîne la disparition des écoles primaires des Lycées; elle devrait appeler par voie de conséquence le monopole, mais le Comité a écarté toute décision sur ce sujet délicat (!)

2. — Le *concours de sélection* aura lieu à 11 ans entre tous les élèves de l'Ecole Unique (repêchage à 12 ans, comme l'indique le schéma) pour déterminer qui peut prétendre à l'entrée du 2e degré; « *les élèves ne sont admis à continuer leurs études dans le 2e et 3e degré que s'ils justifient d'un minimum d'aptitudes suffisantes pour recevoir avec profit cet enseignement* ». Donc le fils du millionnaire pourra s'en voir priver et le fils de son concierge le recevoir.

Cette sélection, point délicat de l'organisation, se fera en tenant compte de trois séries d'observations :

a. *Un coefficient calculé d'après le livret scolaire.*
b. *Une épreuve d'aptitude (tests).*
c. *Une épreuve de connaissances.*

3. — *L'éducation de la masse;* tous les non-sélectionnés (donc pauvres ou riches) se dirigent vers le Certificat d'Etudes Primaires; ils suivent un an de Cours supérieur et un an de Cours complémentaire; puis une nouvelle sélection s'opère : les cours complémentaires gardent la sous-élite, et la masse brute gagne les cours professionnels.

La post-école comportera 400 heures par an, « *con-*

sacrées à la connaissance approfondie de la profession, des sciences qui s'y rattachent, de l'histoire du travail, des étapes de la civilisation, à la formation de l'esprit critique, de la foi civique et du sens social, à l'analyse enfin des phénomènes économiques, production, circulation, consommation, etc... »

Comme tous les cours du 1er degré, la post-école sera *gratuite. « Ces cours auront lieu pendant la journée de travail; les heures ainsi employées devraient être rémunérées par le patron au même titre que les autres heures de travail ».*

4. — *La formation des élites.* La spécialisation se fera en tenant compte des goûts et des désirs des parents, des dispositions des enfants et peut-être aussi des nécessités sociales (carrières encombrées, carrières peu recherchées). Cette spécialisation sera peu poussée avec les jeunes élèves, de façon à permettre facilement les changements de voie pour le cas où les aiguillages auraient été mal faits. Elle comportera essentiellement : une section classique (lettres et sciences), moderne (lettres et sciences) et technique (commerciale, agricole, industrielle et *normale*). L'enseignement des élites, lui aussi, doit être essentiellement gratuit : *« l'idéal, c'est l'entretien complet des enfants et l'allocation aux parents en remplacement du salaire que l'enfant pourrait rechercher... La réforme que nous sollicitons, égalitaire, à sa base, exige la suppression des distinctions entre les enfants riches et pauvres « citoyens et messieurs », disait le conventionnel Ducos. »*

Tel est l'essentiel de *« Ce que doit être l'Ecole Unique »* selon la conception des groupements dont nous avons parlé.

Avouons, qu'à première vue, il y a là de quoi se frotter les mains. Voilà faite une fameuse économie : celle de la Révolution !

Et, pour nous renforcer dans nos dispositions admiratives, voici l'opposition réactionnaire.

L'opposition réactionnaire. Ses arguments. — Ses résultats

C'est l'Eglise, naturellement, qui conduit l'opposition, et ses bergers intelligents abusent des calembredaines car ils savent bien que les calembredaines se propagent facilement.

— Arguments sonores :

Imposer l'Ecole Unique, c'est vouloir niveler les intelligences ; tous les hommes ne faisant pas le même métier, ils ne peuvent prétendre à la même instruction.

L'Ecole Unique conduit au Monopole d'Etat de l'enseignement, à la généralisation de l'infâme laïcisme ; c'est donc une atteinte nouvelle au droit du père de famille de disposer de son enfant.

L'école gratuite fera un cadeau inutile aux gens qui paient et peuvent payer les études de leurs enfants.

Le budget de l'Instruction Publique s'enflera démesurément.

La sélection scientifique commettra bien des erreurs et constituera une nouvelle atteinte aux droits des pères de famille en orientant leurs fils contrairement aux vœux des familles.

— Arguments *mezza voce* :

« Votre fils aura des poux, Madame.

« Il sera obligé de fréquenter des petits voyous ; il apprendra le mot de Cambronne ; il sera tôt renseigné sur les mystères de la génération ; et puis les écoles populaires manquent souvent d'hygiène ;

« Et surtout, Madame, si le fils de votre domestique allait se révéler plus intelligent que le vôtre, votre domestique n'aurait-il pas l'insolence de se croire plus intelligent que vous ? L'Ecole Unique, c'est le bouleversement de la hiérarchie sociale, c'est du bolchevisme.

Ce concert de l'opposition poussera évidemment plus d'un prolétaire à épauler l'Ecole Unique.

Bien entendu, je ne prétends point que cette opposition ait pour but de rendre la classe ouvrière sympathique à l'Ecole Unique, qu'elle soit pur *chiqué.* Non, elle traduit l'incompréhension de certaines couches sociales arriérées et l'espoir de l'Eglise de ressaisir, dans le trouble des esprits, quelques pans de l'Enseignement national.

Cette opposition marque d'ailleurs des résultats ; d'abord le lent piétinement de la réforme que nos bons radicaux préconisent au Comité d'action et qu'ils oublient de réaliser au ministère de l'Instruction Publique — pour ne pas alarmer « les consciences ». L'opposition obtient aussi des concessions importantes.

Pour désarmer l'opposition stupide de l'Eglise, le Comité ne pouvait manquer de s'engager dans la voie des concessions.

D'abord, il ne prend pas position sur la question du Monopole *« Elle* (la sous-commission) *a écarté également les préoccupations relatives à la question du monopole de l'Enseignement ou aux répercussions de la réforme sur le statut des écoles privées ».* Donc, on fermera les classes primaires des collèges et lycées mais on laissera grandes ouvertes les portes des établissements privés, c'est-à-dire catholiques. (« Donc, Madame, tranquillisez-vous, votre fils n'aura pas de poux et le fils de votre valet de chambre ne risquera point de surclasser votre rejeton chéri. ») Naturellement, notre Comité prévoit pour les élèves des établissements privés « des examens périodiques » quoique l'expérience actuelle le rende sceptique au sujet de ces examens.

L'idéal *gratuité* s'accompagne lui aussi de restrictions. « Mais cette rigueur théorique ne résiste malheureusement pas au choc des réalités. Les circonstances présentes, plus que jamais nous obligent, *si nous voulons obtenir un résultat,* à composer avec les difficultés financières, à établir une corrélation entre la hiérarchie des gratuités et celle des moyens de fortune. »

Ainsi, la grande réforme égalitaire se prépare à se liquider en une distribution multipliée de bourses d'études plus ou moins complètes.

Un vide : que sera l'enseignement de l'Ecole Unique?

Mais, plus que cela, demeure grave l'imprécision qui entoure l'esprit de l'enseignement qui sera donné par l'Ecole Unique.

Que sera cet enseignement ?

Question capitale pour la société, capitale pour la bourgeoisie, capitale pour le prolétariat, capitale pour les pédagogues qui sont au Comité d'action.

Et nos pédagogues laissent sans réponse cette question capitale.

Ce n'est point oubli, car d'ici, de là, ils l'ont effleurée; *« Autour du métier peut se constituer tout un enseignement, qui préparera les jeunes gens à mieux comprendre le sens de leur activité, à mieux connaître leurs droits et leurs obligations de producteurs et de citoyens, à mieux percevoir aussi la structure de la société dans laquelle ils vivent. »*

« Cette formation (des élites) au lieu d'être exclusivement fondée sur les humanités anciennes, pourra l'être également sur un enseignement scientifique conforme « au travail d'adaptation de la pensée au fait ».

« L'objet fondamental de ces études du 2e et 3e

degré... est la formation au moyen de certaines disciplines éprouvées (lettres ou sciences) d'un esprit clair, d'un jugement sain, d'un caractère ferme. »

Tout cela apparaît redoutablement vague.

Sans doute y a-t-il à ce silence et à ce vague deux explications : d'abord le souci de ne pas donner des armes à l'opposition réactionnaire et ensuite la crainte de voir s'affronter au Comité des points de vue irréductiblement divergents.

Mais nous, travailleurs, quand nous entendons proclamer le « droit des travailleurs à l'émancipation intellectuelle et à la culture », nous nous demandons de quelle culture on va nous faire gentiment cadeau.

L'Ecole Unique va-t-elle distribuer aux pauvres la culture que l'Université distribue à cette heure aux favorisés de la fortune?

L'enseignement actuel

Cet enseignement est ce qu'il peut être : un enseignement de classe distribué pour la tranquillité et le profit de la classe dirigeante.

Il est cela, malgré les protestations vertueuses d'une troupe inconsciente ou hypocrite, et malgré les efforts libérateurs de quelques nobles individualités; il est cela, même sans préméditation, parce que c'est une loi de la vie; les classes dominantes veulent être et se développer aussi naturellement que les espèces animales.

Pour les masses, l'enseignement de classe, camouflé sous la laïcité, se distribue dans les écoles primaires. Il sent sa classe par ce qu'il enseigne (morale étriquée, instruction civique tendancieuse, histoire chauvine, géographie-nomenclature, sciences sans perspectives...) ; par ce qu'il n'enseigne pas (l'importance des facteurs naturels, le rôle des travailleurs, l'histoire mondiale...) ; et, plus encore, par les méthodes qu'il emploie (développement encyclopédique des programmes qui forcent à rechercher les apparences du savoir et amènent la prépondérance de la mémoire et des techniques génératrices de passivité d'esprit).

Au total, les écoles, sauf exceptions, jettent à l'usine, à l'atelier ou au magasin des hommes convenablement laminés pour pouvoir vivre dans le servage social qui les attend.

Pour les *élites*, l'enseignement actuel tend à préparer la bourgeoisie à son double rôle de classe oisive et jouisseuse, et de classe dirigeante.

Oisif, le bourgeois aura à « tuer le temps »; il le tuera dans les salons où l'on cause de tout et encore d'autre chose — et où on cause avec facilité, élégance et conformisme, le paradoxe lui-même, ce piment de la conversation, étant soumis aux règles du bon goût qui exclut la passion, la véhémence et la conviction. Jouisseur, le bourgeois sera préparé à pincer une corde de toute guitare artistique — il aura le devoir d'être un dilettante, mais il ne se donnerait pas avec sérieux et passion à un art sans s'attirer la réprobation de son entourage. Il lui faut donc connaître toutes choses pour en tirer plaisir à fleur de peau et pour en parler avec distinction.

Mais, classe dirigeante, la bourgeoisie attend de l'instruction autre chose. Un alibi professionnel, d'abord : puisqu'elle fait enseigner à ses salariés la grandeur du Travail, elle feint de s'y soumettre; c'est pourquoi ses fils seront ouvriers de ce travail intellectuel (avocats sans causes, médecins sans clientèle, et poètes sans poésie) où l'effort demeure incontrôlable, et d'où la paresse peut si commodément foudroyer l'envie démocratique. « Pasteur et Victor Hugo, monsieur, étaient-ils des fainéants? » clament toutes sortes de ratés.

De l'instruction, la bourgeoisie attend encore un prestige. On ne domine pas une foule sans l'étonner d'une supériorité : les rois étaient d'origine divine, les seigneurs étaient d'un sang que la mésalliance troublait et les bourgeois se sont vus conférer des titres très mystérieux. « C'est un agrégé, mon cher! » Il a fait sa rhétorique, ce jeune homme! » Sainteté des mots incompréhensibles!

Par la formation de ses administrateurs et de ses légistes, l'Enseignement donne à la bourgeoisie les moyens d'assurer sa domination. Pas un poste directeur de l'administration étatiste où l'on puisse arriver si l'on n'a pas la garantie des parchemins officiels. Et qu'on n'oublie pas que l'étude du Droit est l'outil primordial de la bourgeoisie. Le bourgeois naît d'une bonne affaire assurée par un bon contrat.

Mais plus que tout cela, l'instruction donne à la bourgeoisie la foi en elle-même, elle légitime son rôle dirigeant. « Je pense, donc je commande » pourrait-elle écrire avec fierté. Et le peuple, qui est censé ne point penser, n'a que le rôle d'être le terreau gras sur lequel pousseront les élites pensantes.

L'enseignement bourgeois ne jouerait pas son rôle social s'il n'était essentiellement formaliste. Deux formes majeures : la loi avec son langage mort, la grammaire avec ses branches sèches. Qui ne possède point ces formes ne franchira point les portes d'entrée de la classe supérieure. Il ne s'agit point de juste, ni d'injuste, de clarté, ni de rectitude d'esprit, grandeurs anarchiques parce qu'incommensurables, mais de posséder la loi et les commentateurs, ses prophètes. Il ne s'agit point de sensibilité qui crie, d'expérience humaine qui veut s'exprimer — mais, avant tout, pour parler comme pour écrire, de correction grammaticale et d'adhésion au moule de l'œuvre classique.

Et le plus jeune blanc bec pourvu de mille mots latins et de cent racines grecques, se prendra à sourire devant un travailleur qui après avoir étreint la vie du monde en ses spectacles les plus pathétiques, laisse trébucher son récit sur quelque subjonctif !

Cela est tellement vrai, qu'à travers les siècles, le nouveau riche, celui à qui son argent n'a point permis de participer au formalisme bourgeois (1), est objet permanent de railleries. Et que bien vite la bourgeoisie éclairée, avec Léon Bérard, s'est appliquée à renforcer les « Humanités » pour donner aux fils des enrichis de la guerre le vernis bourgeois.

S'il est vrai que l'argent crée la classe, il faut penser qu'il crée aussi la culture qui la moulera.

Que fera le prolétariat de cette culture?

Qu'a donc à faire un travailleur de cet enseignement formel, de cet enseignement destiné à une classe oisive, jouisseuse et dirigeante, pour que les conjurés de l'Ecole Unique veuillent le lui dispenser?

Constatons d'abord qu'entre cette culture et l'ins-

---

(1) M. Julien Benda (*Nouvelles Littéraires* du 2 février) a confirmé notre idée. L'enseignement humaniste crée dans une élite, pense-t-il, « le sentiment de l'exquis ». Et de ce sentiment il donne cet exemple : « Je crois que vous citerez peu d'hommes du peuple capables non pas d'écrire mais seulement de goûter les récentes pages de Gide, sur certains vers de Moréas ou de Hugo, si je considère ces pages en tant qu'elles manifestent une pure sensibilité esthétique »... Mais qu'est donc ce sentiment de l'exquis sinon la dégustation complète d'une beauté formelle qu'on ne réalise d'ailleurs qu'à force de manier ces formes et de les ajuster sur son propre rythme intérieur — sentiment auquel d'ailleurs beaucoup de bourgeois n'arriveront pas — et qui n'est pas sans être sujet à des mystifications sensationnelles ? (Voyez l'engouement pour un certain art pictural à qui des malins procurent l'admiration profitable de bourgeois « connaisseurs » !)

tinct populaire, il y a une incompatibilité profonde. Se souvient-on de l'expérience des Universités populaires ? Des bourgeois cultivés et humains voulurent ouvrir le robinet de la culture sur le peuple. Populo commença par se tenir à l'écart ; pourtant une fraction s'approcha curieusement et révérencieusement du Saint-Mystère ; mais après deux conférences sur l'art grec, une sur la philosophie allemande et une quatrième sur le spectre solaire, elle se retira sur la pointe des pieds pour ne point troubler la sérénité des professeurs. Et loin des grands-prêtres dévoués, Populo murmura : « Qu'est-ce qu'*ils* nous veulent avec leurs histoires ? » tandis que les conférenciers s'attristèrent en pensant au fond de leur cœur : « Le peuple ne veut pas s'instruire ! » Bien sûr, les travailleurs n'avaient que faire d'une telle poussière de culture.

Cette incompréhension entre le peuple et l'élite universitaire frappe brutalement ceux qui se soucient quelque peu de littérature. En France, pas d'écrivain populaire — dans le plein sens du mot — depuis des siècles. Le peuple rirait encore un bon coup aux comédies de Molière, mais après lui le divorce est consommé. Même les écrivains qui préparèrent la Révolution, même J.-J. Rousseau avec son attirail romain, lui est étranger. Au XIXe siècle, quels grands écrivains ont-ils été réellement aimés des masses ? Le gigantesque Victor Hugo, peut-être, mais n'oubliez pas qu'il est suspect à une grosse fraction de l'élite et que son œuvre vraiment populaire, *les Misérables*, fait hausser les épaules au plus bête des hommes de lettres. Plus près de nous, Alphonse Daudet, en expiation d'avoir été goûté par les gens du commun et créé au moins un type littéraire populaire, se vit fermer les portes de l'Académie française. Emile Zola? Sans doute a-t-il compris le peuple, a-t-il su le traduire et a-t-il reçu de lui bon accueil ; aussi la gendelettrie a-t-elle longtemps refusé de le reconnaître pour un des siens, et il faut bien noter qu'il n'a pas participé à la culture classique (il poussa le refus jusqu'à être incapable de subir son baccalauréat!). Chose formidable : Anatole France, qui pensa être un ami du peuple (et que l'élite revendique car il n'a jamais manqué à la forme) ne manqua pas de dire que Zola ne connaissait pas le peuple. A propos de *la Terre*, si j'ai bonne mémoire, France publia une lettre d'un médecin de campagne précisant que le paysan était chaste et prouvait sa chasteté au moment des visites médicales. Donc Zola avait calomnié le terrien. Bonne histoire ! Le paysan hésitait à se montrer au docteur parce que le docteur n'était pas « un de ses pareils ». Ce repliement devant « l'étranger » est si instinctif qu'il a trompé bien des écrivains et qu'il les a conduits à traduire un peuple d'image d'Epinal (voyez Hémon dans *Maria Chapdelaine* et même Chamson dans *les Hommes de la Route*).

Et à cette heure, cherchez un nom de « marque » de la littérature française qui soit populaire ? Pas un. Même pas parmi les écrivains socialistes ou communistes. N'écrivons que le nom d'un grand mort : le révolutionnaire Raymond Lefebvre ne put tirer du fond de lui-même que le roman d'un intellectuel : *Le Sacrifice d'Abraham*.

Conclure de là, avec certains bourgeois, qu'il y a une opposition permanente entre le peuple et toute culture serait une erreur. Je n'en veux pour preuve que l'intérêt que Jack London ou Gorki — par exemple — peuvent éveiller dans les masses populaires. Mais voyez que ces écrivains ne sont point de formation formaliste mais qu'ils ont formé leur culture intellectuelle dans le contact étroit avec les réalités les plus quotidiennes et qu'ils ont vécu d'abord.

Mais qu'est-il besoin de chercher plus loin pour savoir que la culture humaniste ne convient pas au peuple ?

Depuis cinquante ans, la classe ouvrière fait passer, grâce aux bourses et aux prodiges de la frugalité paternelle, les plus intelligents de ses fils dans les écoles de la bourgeoisie.

Et que lui rendent ces écoles ?

Pas un seul guide décidé, pas un grand défenseur, mais des pauvres honteux d'être pauvres, et avides de se laver de leur crasse plébéienne avec un peu d'or et beaucoup d'insolence. Devenu simple adjudant, le fils du paysan est plus brutal envers les recrues que son noble capitaine; sorti de l'écurie paternelle, un pédant croit gagner ses quartiers de noblesse en réclamant ostensiblement des fusils contre la « canaille ». Et les mains tendues vers l'argent à gagner bien vite pour niveler le dernier escalier qui sépare de la vieille bourgeoisie !

Et l'Ecole Unique irait généraliser cette désertion des intelligences ? Le prolétariat perdrait chaque année les plus intelligents de ses fils — tous ceux qui, parce qu'ils sentiront durement l'injustice de rester des « choses », seraient les conducteurs de sa révolte? Il les laisserait fuir pour donner un sang nouveau, un sang plus vigoureux, mais pas plus fraternel, à une bourgeoisie dont plus d'un signe marque la faiblesse et la vieillesse ?

La noble idée — chimère — des hommes de l'Ecole Unique, c'est d'apaiser la lutte des classes. Sans doute pensent-ils avec Schmoller, l'économiste allemand, « que l'antagonisme qui crée le péril social n'est pas un antagonisme de fortune, mais un antagonisme de culture et d'éducation » et pensent-ils calmer cet antagonisme en offrant au peuple la culture bourgeoise.

Mais la réalité est que l'Ecole Unique approfondira le fossé entre les classes et qu'elle enlèvera à la classe prolétarienne tout espoir raisonnable de s'émanciper ; toute renaissance prolétarienne deviendrait impossible et l'ère des Révolutions libératrices se clorait sans doute, pour ne plus laisser place qu'à d'obscures Jacqueries.

En haut brilleraient les bêtes à concours, une élite sélectionnée, patentée, officielle, bouffie d'orgueil d'être *l'Esprit* et qui aura pour le manuel ce mépris discret et glacial que nous connaissons. Et les grands-prêtres choisiront le Grand-Prêtre des grands-prêtres, et une légion de gros pères moines enfoncés dans des fromages souverains, attendront la pitance des frères travailleurs. Ils rêveront à une Beauté Inconnue du vulgaire et seront nourris. Le règne des mandarins subtils et pervertis courbera les masses populaires : la post-école fera, malgré les intentions de ses promoteurs, dans les cerveaux adolescents son œuvre stérilisante. Les fils de mandarins seront mandarins à leur tour malgré toutes les sélections du monde, car à la croisée des chemins veilleront des mandarins et ils ne rejetteront point leurs fils dans la masse des manœuvres.

Une autre culture ?

Mais souffleront très doucement quelques conjurés pour l'Ecole Unique : « Notre Ecole ne donnera pas l'instruction qui se donne aujourd'hui. Le formalisme cessera de requérir les génuflexions des initiés ; la vie marchera la première et nous élèverons l'homme sans l'arracher à l'humanité. »

Vraiment ? Que ne le disiez-vous ? Mais pourquoi parlez-vous si bas ? Craignez-vous que la bourgeoisie alertée ne souffle sur vos espoirs ? Enfantillage. Elle ne saurait y manquer. Demander à la bourgeoisie la transformation totale de la tendance de son ensei-

gnement, c'est lui demander son suicide. Elle n'y est point décidée. Vieillissante, elle ne songe point à mourir. Plutôt une bonne transfusion de sang. Toute transformation de détail que la surprise arrachera à son manque de perspicacité, elle la reprendra à la vue des premiers résultats. Après un pas dans le sens d'une éducation moins classique, bien vite elle est retournée au « classicisme » en bavant vers son cher latin.

Bien sûr — car les mots ne coûtent rien — quand les Comités auront assez bavardé, on donnera l'Ecole Unique au peuple de France. Mais ce sera l'Ecole Unique comme l'école d'aujourd'hui est laïque, gratuite et obligatoire. Ce sera la caricature de la réforme demandée comme pour les 8 heures, pour le Bureau International du Travail, comme pour les Assurances Sociales. Quelques fils du peuple prendront du galon et passeront à la bourgeoisie pour servir d'exemple vivant de l'égalité sociale et d'encouragement aux jeunes écoliers.

C'est pourquoi nous devons déjouer le piège de l'Ecole Unique, piège démocratique type, pour reprendre un mot de Louzon.

Une œuvre positive : l'Ecole syndicale

Mais ayant repoussé l'Ecole Unique borgne qui nous aguiche, nous n'aurons fait qu'un geste négatif.

On ne remplit pas la vie avec des négations.

Une œuvre positive est à accomplir : l'Ecole syndicale. La classe ouvrière se doit, d'une part de mettre sur pied, jour par jour, un système d'éducation qui l'élèvera dans son grand nombre, et d'autre part, un système d'éducation qui lui donnera une élite intellectuelle — sortie d'elle — grandie par elle — modelée par elle — animée par elle, qui pourra être sa fierté, son titre à espérer et sa meilleure arme.

B. GIAUFFRET.

LA

RENAISSANCE DU SYNDICALISME

Le Congrès de la Fédération Unitaire de l'Enseignement

Cassure de la majorité. -- Progrès de la minorité

Le Congrès de la Fédération unitaire de l'Enseignement, qui s'est tenu à Besançon, les 5, 6 et 7 août, prenait une importance particulière, cette année, du fait qu'il précédait de peu le Congrès confédéral, du fait aussi des désaccords profonds qui règnent au sein du Parti communiste, et qui ont leur répercussion, inévitable et non moins profonde, dans le mouvement syndical unitaire.

Au Congrès de Paris, en 1927, la minorité syndicaliste, groupée autour des syndicats du Finistère, de l'Indre, des Côtes-du-Nord, avait vu diminuer légèrement le nombre des voix groupées sur la motion d'orientation présentée par elle. Par contre, elle avait fait preuve, au cours des débats, d'une combativité, d'une persévérance et d'une cohésion remarquables en face d'une majorité qu'on sentait, à maintes reprises, flottante, agitée, et comme tiraillée par des courants contraires.

Au cours des mois écoulés, les militants minoritaires ont continué le travail d'éducation et de redressement qu'ils poursuivent inlassablement depuis des années, et ils ont eu la satisfaction de constater, au Congrès de Besançon, que ce travail portait ses fruits. *La minorité a notablement renforcé ses positions*, d'une façon plus sensible même que ne le révèle l'augmentation du nombre des voix qui se sont comptées sur ses résolutions. D'autre part, — et c'est là l'événement capital du Congrès, — la majorité, celle qui, depuis 1923, suivait aveuglément dans toutes leurs évolutions, Monmousseau et les dirigeants successifs du P. C., *cette majorité*, au sein de laquelle existaient, l'an dernier, des fêlures profondes, *s'est nettement séparée, cette année, en deux fractions violemment dressées l'une contre l'autre.*

Cette cassure s'est traduite par la démission, en plein Congrès, de deux secrétaires fédéraux, Barne et Desvaux, en désaccord *politique* (1) avec les autres membres du Bureau.

Elle ressort avec clarté de tous les votes importants où le Congrès eut à se prononcer, non pas, comme les années précédentes, sur deux motions nettement opposées, mais sur *trois* : une motion minoritaire, une motion majoritaire acceptée par le Bureau fédéral, et défendue par les militants qualifiés de la majorité : Dommanget et Bouët, et une motion présentée par les communistes à 500 %, groupés derrière Blaise, Charlot, Guilloré, et les militants du syndicat « radicalisé » de la Seine.

Elle fut soulignée plus nettement encore par le ton même des débats, par les altercations vives, les discussions violentes qui se produisirent plus d'une fois entre les militants de la majorité et le groupe des néo-communistes.

Les résultats du vote sur l'orientation syndicale peuvent donner l'idée la plus exacte des forces respectives des trois tendances. Ce vote, faute de temps, eut lieu sans débat préalable. C'est là un fait qui ne s'était pas produit depuis de longues années dans notre Fédération, laquelle avait l'habitude, dans tous ses Congrès — et sur l'insistance de la minorité — de discuter longuement les questions d'orientation syndicale.

A Besançon, les délégués avaient à choisir entre trois résolutions. Celle de la minorité se prononçant nettement contre le syndicalisme de secte, la subordination des organisations unitaires au P. C., la direction unique, la centralisation excessive implantée à la C. G. T. U. et à l'I. S. R., et pour l'indépendance totale de notre mouvement syndical à l'égard de tout parti politique ou secte philosophique. Celle du Maine-et-Loire, à laquelle se ralliait le Bureau fédéral, se bornait, — habile et imprécise comme à l'habitude — à confirmer « l'attachement de la Fédération unitaire de l'Enseignement à la C. G. T. U. et à l'I. S. R. dans leur orientation toujours *conforme aux principes du syndicalisme de lutte de classes et de l'internationalisme prolétarien* ». Celle que présentait le Syndicat de la Seine « après avoir parlé de « *l'axe des dangers de guerre* », de « *l'accentuation de la mainmise* » de la grande bourgeoisie sur le gouvernement, de « *l'accentuation de la lutte de classes* » due à la rationalisation et à « *l'exploitation renforcée de l'immense majorité des travailleurs* », traçait comme tâche principale de la Fédération « *la défense de l'U. R. S. S. et la lutte implacable contre la guerre impérialiste par la transformation du conflit armé voulu par la bourgeoisie en révolution prolétarienne* » et le renforcement de « *sa lutte*

(1) C'est Barne lui-même qui a donné comme raison de sa démission, les « *profondes divergences politiques* » qui existaient entre lui et la majorité du Bureau fédéral.

contre le Capitalisme et l'Etat bourgeois, en donnant à son action un caractère nettement révolutionnaire d'action directe ». Elle précisait, en outre (avec des atténuations que chacun notera) que, « *toute action directe revêtant à l'heure présente un profond caractère politique, il (le Congrès) se déclare prêt à collaborer avec le Parti communiste, qui est la seule organisation politique révolutionnaire qui, fidèle à la lutte des classes, poursuit la libération du prolétariat* ».

La résolution acceptée par le Bureau fédéral recueillit 133 voix (contre 166 accordées l'an dernier à une motion analogue), la motion minoritaire 49 voix (d'où un gain de 12 voix), celle des ultra-bolcheviks, 23 voix seulement.

Ces chiffres ont déjà leur éloquence brutale. Ils ne suffisent pas cependant, et demandent à être éclairés par un certain nombre de faits vraiment caractéristiques.

La majorité fédérale, celle qui a recueilli 133 mandats dans le vote sur l'orientation est en désaccord profond, non seulement avec la minorité groupée derrière les bouillants délégués de la Seine, mais aussi, — et c'est cela qui est important — avec la C. E. confédérale, dont Barne, à plusieurs reprises, s'est affirmé l'interprète (1). La majorité fédérale n'est plus orthodoxe; Bouët, Dommanget, Aulas, et, sans doute aussi Rollo, sentent le fagot. Et c'est bien aussi l'avis de l'*Humanité* qui assure (n° du 8 août) : « La discussion sur les événements de Quimper aura marqué un premier pas dans la voie du *redressement de la Fédération* », et ne se gêne pas pour dénaturer et critiquer — de quel ton plein de dédain et de suffisance! — les interventions d'Aulas, de Bouët et de Dommanget. Ne savions-nous pas déjà, par Aulas lui-même, que l'*Humanité* et la *Vie Ouvrière* refusaient de tenir compte, pour l'insertion de certains articles, des demandes pressantes du secrétaire fédéral, ou négligeaient de publier les rectifications qu'il envoyait? Quant à Monmousseau, brutal et emporté à son ordinaire, il ne cache pas (*V. O.* du 16 août : « *Les réformistes de chez nous* ») sa violente colère contre les militants de la « *tendance centriste* » qu'il qualifie de réformistes honteux.

Ces précisions sont intéressantes à la veille du Congrès confédéral, et permettent de deviner quelles discussions âpres et violentes se sont déroulées, depuis des mois, au sein des cellules, rayons, fractions, etc..., partout où se décident, en dehors des syndiqués et à leur insu, la vie, l'action, l'avenir des syndicats bolchevisés. Elles permettent aussi de se rendre compte des difficultés supplémentaires que le Bureau fédéral a dû rencontrer dans sa tâche, du fait même de ces discussions.

Les séances les plus passionnantes du Congrès furent celles où l'on étudia le mouvement des normaliens de Quimper. Les communistes à 500 % nous ont montré là ce qu'ils entendent par « *l'auto-critique* » si fort à la mode. Par un renversement, certainement révolutionnaire, du sens étymologique du mot, il s'agit pour eux de la mise en accusation brutale et injurieuse de leurs adversaires de tendance, grâce à une interprétation systématique, allant jusqu'à la totale déformation de leurs actes les plus bénins et même de leurs intentions les plus nettes, — avec, en contre-partie, l'apologie de leurs erreurs propres et de leurs bêtises (2) les plus évidentes.

(1) L'*Humanité* note, dans un compte rendu du Congrès, que Barne parlait au nom de la C. E. confédérale.

(2) Le secrétaire fédéral a employé un terme plus énergique pour désigner l'article infâme de l'*Humanité*, que les lecteurs de la *R. P.* connaissent, et que Monmousseau, dans la V. O., appelle, lui, « un compte rendu correct ».

Pour Charlot et Cogniot, le mouvement des normaliens de Quimper a son origine dans la résistance des élèves à la P. M. S. (préparation militaire supérieure), qu'on cherche à rendre obligatoire. Cornec et Allot, en des interventions nettes et vigoureuses, et qui produisent sur le Congrès une grosse impression, ont beau montrer qu'il n'en est rien et que ce mouvement pose uniquement, mais nettement, la question du régime intérieur des Ecoles Normales; les délégués des normaliens, présents au Congrès, ont beau apporter la même affirmation, les communistes de stricte observance n'en peuvent rien croire. Car, pour eux, ce mouvement se rattache et *doit se rattacher* à tout un système : radicalisation des écoles normales, préparation de la guerre contre l'U. R. S. S., journée du 1er août. C'est là le point de vue de l'I. S. R., c'est le point de vue de la C. E. de la C. G. T. U., c'est le point de vue du communisme orthodoxe. Il faut lier le mouvement de Quimper à la préparation du 1er août, et aider, à ce prix, au succès de la « journée rouge », dont les normaliens n'ont cure. Quant aux militants du Finistère, dont l'action continue et réfléchie cherche, — et uniquement, — à assurer le succès des revendications pour lesquelles ces 109 jeunes gens se sont soulevés, c'est eux, paraît-il, qui « *ont sacrifié l'intérêt des normaliens à de basses considérations de tendance!* »

« *Nier que le mouvement des normaliens de Quimper*, dira Barne, *était nettement dirigé contre la préparation de la guerre, c'est être en désaccord avec la C. G. T. U.*, C'EST FAIRE ACTE DE RÉFORMISME. » Simplicité désarmante des raisonnements de ces communistes du dernier bateau! Comme Monmousseau, leur père spirituel, ils ne veulent pas de « discussions académiques ». Vous n'êtes pas, sur tous les points, de leur avis ? Pan! Réformistes, briseurs de grèves, agents de la bourgeoisie, sinistre état-major. Ils l'écrivent dans l'*Humanité* (c'est ce que Monmousseau appelle « *la note juste* » du « *seul journal de la classe ouvrière* ») et ne se rétractent pas au Congrès.

Réformistes, les militants du Finistère, c'est bien certain. Mais Barne et leurs amis, tous les farouches communistes parisiens, vont leur donner une leçon d'action révolutionnaire. Le syndicat radicalisé de la Seine s'est occupé, lui aussi, des normaliens de Quimper. Il les a défendus avec énergie, selon la seule méthode qui convienne, la méthode révolutionnaire. Et comment? Ordre du jour au ministre, ordre du jour au recteur, ordre du jour au directeur de l'Ecole normale de Quimper, protestation auprès de celui-ci, protestation auprès de celui-là. Pas moinsse! Un certain nombre d'élèves de Normale Supérieure ayant affirmé publiquement et courageusement leur solidarité avec les Normaliens du Finistère, sont menacés de sanctions disciplinaires ? Le Syndicat de la Seine prend *révolutionnairement* leur parti. Une protestation est envoyée; elle arrive en pleine réunion du Conseil de discipline, et le Conseil, pris de peur, *n'ose plus* infliger les graves sanctions prévues et se contente d'un blâme. Voilà ce que c'est que d'être un syndicat dans la ligne — dans la « *ligne juste* », bien entendu — chère à Monmousseau et aux communistes bon teint!

Après les exposés clairs, énergiques, émouvants, de nos amis Allot et Cornec qui, accusés, s'étaient dressés en accusateurs; après celle d'un jeune normalien de Quimper qui, courageusement, avait tenu tête, à la tribune, aux interruptions des bouillants néo-communistes, nous attendions avec curiosité l'opinion des militants autorisés de la majorité fédérale, fraction dirigeante de la Fédération. Nous savions qu'ils désapprouvaient formellement les injures calomnieuses déposées dans l'*Humanité*. Nous comprenions aussi que leur double qualité de majo-

ritaires et de militants communistes leur interdisait de se ranger nettement aux côtés du syndicat du Finistère, leur vieil et tenace adversaire de tendance. Aussi bien, Bouët et Aulas, tout en condamnant les injures, ont-ils essayé de n'approuver ni de ne désapprouver, dans leur conception de l'action, pas plus les militants du Finistère que leurs détracteurs. Mais Aulas, qui doit connaître les syndicats de la Fédération et leurs possibilités, n'a pu s'empêcher de déclarer : « *J'estime qu'aucun syndicat n'aurait pu mieux faire que le Syndicat du Finistère* ». Et c'était d'une telle évidence pour tous les délégués que n'aveuglait pas la passion de parti!

Ce que nous voulons retenir surtout des interventions de Bouët et d'Aulas, c'est leur condamnation très nette de l'action particulariste menée par les organisations pré-syndicales : Comité Central des Groupe de Jeunes, U. G. E. E. (Union Générale des Etudiants pour l'Enseignement), qui ne sont pas des groupements syndicaux, n'adhèrent pas à la C. G. T. U., mais dont les dirigeants, communistes à 500 %, tous incorporés dans l'état-major de Blaise et de Cogniot, voudraient faire la loi chez nous.

« *Les organisations pré-syndicales sont-elles qualifiées pour prendre les décisions, ou est-ce le rôle des syndicats, seuls organismes responsables?* » avait demandé Allot. Et Bouët et Aulas sont d'accord pour répondre : « *La conduite de l'action revient aux syndicats.* » — « *Ce n'est pas à vous qu'il faut apprendre que dans un mouvement il doit y avoir la direction unique!* » lance ironiquement Bouët aux bouillants dirigeants des jeunes. Et Aulas, le premier secrétaire du Comité Central des Jeunes, avoue que, dans toute son action, au cours de l'année, le Bureau fédéral a été considérablement gêné par les organisations, U.G.E.E., Groupe des Jeunes, qui gravitent autour de la Fédération. O Bouët! O Aulas! ne vous êtes-vous pas rendu compte que vous tombiez alors dans cette hérésie réformiste qui s'appelle « *la sous-estimation du rôle et du mouvement des jeunes* »? De quel prix allez-vous payer cette criminelle erreur? De quel prix Dommanget paiera-t-il son crime d'avoir rédigé la « résolution centriste » pour laquelle il fut rageusement traité de « *cuisinier* » par les lieutenants du brillant état-major parisien?

Cette motion, adoptée par le Bureau fédéral et votée par 122 voix, tout en contenant, au sujet du mouvement de Quimper et de l'action du syndicat finistérien, des appréciations que nous n'approuvons pas, renferme une désapprobation formelle des accusations injurieuses portées publiquement, dans l'*Humanité*, la *V. O.* et ailleurs, contre les dévoués militants du syndicat le plus puissant et le plus actif de la Fédération (1). Elle condamne aussi, sans en avoir l'air la prétention de certains groupements, U. G. E. E., Groupes de Jeunes, de se substituer aux syndicats dans la conduite des mouvements et de s'instituer en juges pleins de morgue et de suffisance. Si l'on ajoute aux 122 mandats recueillis par la motion majoritaire les 34 voix qui se comptèrent sur une motion d'Indre-Côtes-du-Nord, motion qui « *reconnaît que le S. du Finistère et ses militants ont fait ce qu'il était possible de faire, dans les conditions où ils étaient placés, et estime qu'aucun autre syndicat de la Fédération n'aurait pu faire davantage* », on peut dire bien haut que nos amis ont été lavés de l'accusation infâme qui avait été portée contre eux. Ils peuvent tenir pour négligeable le vote hostile de tels syndicats — l'un d'eux groupe 9 membres! — dont nous serions bien aises de voir juger et... autocritiquer l'action (?) si un important mouvement de normaliens se produisait dans leurs départements.

Il faudrait parler encore de l'édifiante discussion sur le Manuel d'histoire où, sur le terrain pédagogique, la jeune garde néo-communiste essuya la plus écrasante de ses défaites.

L'*Humanité*, avec son habituel souci de renseigner exactement ses lecteurs, assure que Guilloré, délégué de la Seine, « *a soutenu avec enthousiasme et conviction le point de vue intégral des Jeunesses Communistes, en démontrant l'insanité d'un manuel d'histoire conciliateur, dans la période d'aggravation bourgeoise, et son caractère dangereux pour la classe ouvrière* ». Il est exact que Guilloré a prononcé, sur quatre phrases malheureuses qu'il y a relevées, la condamnation brutale et sans appel du Manuel d'histoire de la Fédération. Il est exact aussi qu'il a fait, à cette occasion, le procès de toute tentative d'amélioration de notre travail pédagogique, dans les cadres de la société actuelle, et qu'il a nié ainsi la valeur de l'œuvre magnifique réalisée dans ce domaine par la Fédération, et dont, à juste titre, elle est si fière.

Mais ce qu'oublie de dire « *le seul journal de la classe ouvrière* », c'est que Guilloré n'est pas monté spontanément à la tribune; c'est qu'il ne l'a fait qu'à la suite de cette phrase cinglante que Dommanget lança d'une voix indignée : « *Je m'étonne que ceux qui, toute l'année, ont traîné le manuel dans la boue n'aient pas le courage de venir à la tribune apporter franchement leurs critiques.* » Et Dommanget eut beau jeu ensuite de montrer que ceux qui condamnent ainsi, sur quatre phrases, une œuvre collective dont la rédaction et la publication constituèrent, dans les conditions où elles furent entreprises, un véritable tour de force, seraient bien en peine d'apporter aux enfants du prolétariat le manuel sans défaut qui remplacerait le nôtre. « *Ils ressemblent à ces professeurs de natation qui donnent des leçons du rivage, mais se gardent bien de se mettre à l'eau où ils ne sauraient que barboter!... Pour nous, nous sommes révolutionnaires, mais nous avons aussi le sens des réalités.* »

« *Vous dites que le manuel est un compromis*, ajoutait Boyer, un autre majoritaire, connu cependant pour son intransigeance, *mais notre métier lui-même n'est-il pas un compromis?* »

---

(1) Battus à Besançon, devant un Congrès de délégués qui avaient entendu — et longuement ! — les deux points de vue en présence, et qui pouvaient connaître la situation réelle des normaliens et des Ecoles normales en France, Cogniot et Charlot ont voulu avoir leur revanche.

A Bruxelles, le 10 août, devant le Comité exécutif de l'Internationale de l'Enseignement, comprenant des délégués de France, d'Espagne, d'Allemagne, de Luxembourg et de Russie, l'affaire, une fois de plus, a été évoquée. On n'avait pas invité le « sinistre état-major » à présenter sa défense, mais le procureur Cogniot était là pour le réquisitoire. La résolution suivante, paraît-il, a été votée :

« Le C. E. blâme la conduite du Bureau du Syndicat unitaire de l'Enseignement du Finistère, et espère que les masses du personnel enseignant du Finistère feront les déductions qui s'imposent. »

Je ne sais pas quelles déductions feront les masses du personnel enseignant finistérien, mais je les prévois sans peine. J'attends avec plus de curiosité la réaction de la majorité de Besançon et de ses militants, devant cette décision qui est un blâme pour elle, et pour la section française de l'I. T. E.

Tout de même, si l'œuvre de l'Internationale de l'Enseignement, — qui se flattait, naguère, de se placer en dehors et au-dessus des divisions dont souffre le mouvement ouvrier — doit consister surtout à panser les blessures d'amour-propre de Cogniot et Charlot, à gaspiller des tonnes de papier, et à permettre à Vernochet de faire applaudir son éloquence théâtrale et grandiloquente, il faudra qu'on nous le dise !

Au vote, la motion des communistes purs, qui considère comme réformiste, et condamne, par suite, « *l'idée de l'édition d'un livre destiné à être employé à l'intérieur des écoles* » et qui déclare que « *l'école rationnelle et humaine ne peut être qu'une utopie en régime capitaliste* », recueillit péniblement 12 voix. 160 mandats se prononcèrent pour une résolution de Dommanget, dans laquelle, après avoir reconnu que le manuel n'est pas parfait (nul ne l'a jamais prétendu), « *le Congrès estime que la Fédération doit continuer à répandre le manuel-compromis qu'elle a édité dans l'esprit des décisions du Congrès de Paris* 1925 *et au prix de sacrifices importants* ». Une motion des Basses-Pyrénées, rédigée par Richard, analogue à la motion Dommanget, mais qui plaçait davantage la question sur le terrain pédagogique en signalant « *le danger qu'il peut y avoir à réclamer pour l'enfant et l'adolescent un enseignement de classe d'allure dogmatique et prématurément combative* », avait recueilli 29 voix.

La fin de la dernière séance du Congrès fut consacrée au débat sur la modification des statuts. Là encore, les communistes parisiens qui réclamaient à cor et à cris, un secrétaire permanent appointé, avec un Conseil fédéral siégeant à Paris, furent nettement battus. On vit alors le syndicat de la Seine refuser hautainement d'aider l'action de la Fédération, en continuant à participer, par une collaboration avec le bureau fédéral, à son travail corporatif. « La Seine *exige* un permanent », s'écria Guilloré. Quant à Barne, il menaça le Bureau fédéral de l'intervention (baptisée « arbitrage ») dans ce désaccord, de la C. G. T. U., dont il s'était auparavant déclaré le porte-parole autorisé! C'est là ce que les néo-communistes appellent, paraît-il, la discipline syndicale et la démocratie syndicale!

Les débats du Congrès de Besançon apportent, avec une évidence aveuglante, une confirmation nouvelle de ce que nous disons depuis longtemps. Quand un parti politique et une organisation syndicale sont devenus, comme la C. G. T. U. et le P. C., des *frères siamois*, les nécessités mêmes de la vie veulent que les fréquents et graves malaises dont souffre l'un aient leur répercussion immédiate, profonde et dangereuse chez l'autre. Il y a longtemps que nous le savions. Dommanget, Bouët, Aulas et leurs amis semblent, eux aussi, s'en être aperçus. Auront-ils le courage de tirer la conclusion qui s'impose? Ou courberont-ils le dos, humbles et soumis, sous les coups de cravache de Monmousseau? Pour nous — et quoi qu'ils fassent — nous continuerons, sans défaillance, à lutter contre le syndicalisme de secte, pour un syndicalisme qui ne doit pas et ne veut plus être tenu en lisières.

E. BALLEREAU.

FAITS & DOCUMENTS

Les Faits de la quinzaine

SAMEDI 10 AOUT. — A la conférence de La Haye, Snowden traite les arguments de Chéron de grotesques et de ridicules.

LUNDI 12. — Bagarre entre terrassiers unitaires et terrassiers du Syndicat jaune sur un chantier du métro, boulevard Poissonnière.

MARDI 13. — La résolution d'unité du Syndicat des Correcteurs parisiens obtient 8 voix au Congrès de Toulouse de la vieille Fédération du Livre.

MERCREDI 14. — Perquisition à la Banque Ouvrière et Paysanne que la police occupe et dont la comptabilité est saisie.

JEUDI 15. — *Allemagne.* — Le dirigeable *Comte-Zeppelin* s'envole pour le tour du monde.

SAMEDI 17. — Grève des dockers de Nantes.

DIMANCHE 18. — *Autriche.* — Un socialiste est tué au cours de l'attaque par les *Heimvehren* d'une manifestation en Styrie.

LUNDI 19. — Baby, professeur au Lycée Condorcet, est suspendu parce que communiste.

Angleterre. — Reprise du travail dans le Textile du Lancashire.

MARDI 20. — La Banque Ouvrière et Paysanne annonce sa prochain' réouverture.

MERCREDI 21. — Le *Populaire* publie la lettre de démission de Marion, du Parti communiste.

JEUDI 22. — Grève du personnel des tramways de Lille.

VENDREDI 23. — *Angleterre.* — La Commission arbitrale chargée de régler le conflit du Textile du Lancashire impose aux ouvriers une diminution de salaires, toutefois réduite de moitié.

SAMEDI 24. — *Angleterre.* — Sixième Congrès du mouvement minoritaire.

— Violentes batailles entre Arabes et Juifs à Jérusalem.

ENTRE NOUS

Nous nous sommes rarement sentis autant à l'étroit que dans ce numéro du 1er septembre. Pour y faire entrer tout ce que nous aurions voulu y mettre, il nous aurait fallu 24 pages. Mais ce n'est pas le moment de grossir nos dépenses, et nous avons dû sacrifier les rubriques.

Nous avons voulu donner l'étude de Giauffret, sur l'Ecole Unique; c'est, avec l'étude de Richard, parue dans le numéro du 1er février, une critique forte et solide de cette illusion démocratique. L'actualité nous a interdit d'ajourner la controverse Patri-Louzon sur l'Est-Chinois. De même, il nous fallait donner un compte rendu copieux du Congrès de Besançon, et parler du Congrès de la C. G. T. U., qui va se réunir le 15 de ce mois. Nous aurions voulu reproduire, à ce sujet, divers articles de la nouvelle minorité; impossible, plus de place! Nous ne pouvions pas non plus ne pas dire notre mot sur la Conférence de La Haye.

Et encore, nous n'avons pas de « Carnet du Sauvage »; Monatte, parti se retaper au milieu des sapins des Vosges, le reprendra dans le numéro prochain.

LES 1.000 ABONNES SONT ATTEINTS

Ça y est, nous y sommes! Au 22 août, nous comptions 1.002 abonnés. Mais, Bon Dieu! ce que ça a été dur pour y grimper!

16 abonnements nouveaux l'autre quinzaine, 12 cette quinzaine-ci, c'est encore loin des 70 abonnements par mois qui nous sont indispensables si nous voulons tenir le coup et progresser.

Dès que la période des vacances aura pris fin, il va falloir que tous nos amis se décident à en remettre un coup et un bon coup.

La gêne financière que nous avons connue l'année dernière à cette époque, n'a pas, cette année, l'importance qu'elle avait eue en 1928. Néanmoins nous sommes en difficulté et nous avons dû intervenir de façon pressante auprès des abonnés de soutien et de grand soutien, une vingtaine de camarades, qui ne nous avaient encore rien versé en 1929. Nous espérons qu'ils répondront rapidement à notre appel.

De même nous demandons aux camarades dont l'abonnement est terminé de le renouveler sans tarder. Ceux dont l'abonnement a pris fin en juillet feront bon accueil au recouvrement postal qui va leur être présenté.

Enfin, que chacun pense à grossir la souscription.

LES ABONNEMENTS NOUVEAUX

Paris, 4; *Seine*, 2; *Finistère*, 1; *Haute-Garonne*, 1; *Lozère*, 1; *Rhône*, 1; *Basses-Pyrénées*, 1; *Haute-Vienne*, 1. — *Total* : 12 *abonnements nouveaux.*

LES SOUSCRIPTIONS DE LA QUINZAINE

Ménard (*Seine*), 10 *fr.*; *Souzy* (*Rhône*), 5 *fr.*; *E. F.*, 20 *fr.*; *Leblanc* (*Aisne*), 60 *fr.*; *Bureau* (*Algérie*), 10 *fr.*; *Thomas* (*Indre*), 25 *fr.*; *Rouméguère* (*Seine-et-Oise*), 5 *fr.*; *R. Croze* (*Ardèche*), 7. — *Total* : 142 *francs.*

Le Gérant : M. CHAMBELLAND. Impr. « LABOR », 8, Bd de Vaugirard, Paris (15e)

GROUPE D'OPPOSITION COMMUNISTE
EN BELGIQUE

VIENT DE PARAITRE :

MON EXIL

PAR LÉON TROTSKY

(Avec un portrait de Trotsky et une introduction de W. Van Overstraeten)

Une brochure : un franc

En dépôt pour la France à la Librairie du Travail

DISCUSSION ET POLEMIQUE N° 3

IL FAUT LIRE :

Les Problèmes de la Révolution Prolétarienne

PAR FERNAND LORIOT

(Cette étude, qui ouvre la discussion sur des questions trop longtemps laissées dans l'ombre, doit être entre les mains de tous les militants)

Une brochure de 72 pages : 3 francs;
10 exemplaires : 20 francs

EN SOUSCRIPTION

POUR PARAITRE
EN OCTOBRE 1929

Victor Serge

L'AN I DE LA RÉVOLUTION RUSSE

Un volume de près de six cents pages
prix actuel *quinze francs* franco.

Nous réservons ce prix spécial aux premiers souscripteurs qui, connaissant la valeur des écrits déjà publiés de l'auteur, n'hésiteront pas à souscrire, dès à présent, à cet ouvrage qui est de la classe des « Dix jours qui ébranlèrent le Monde » de John Reed.

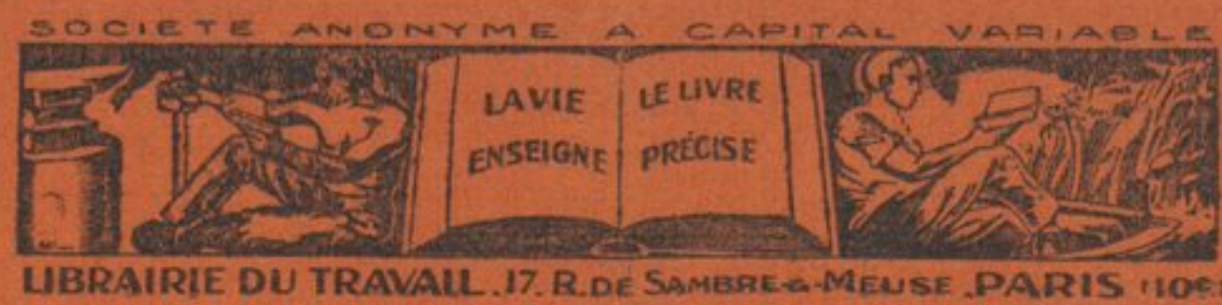
Comprenez l'importance d'une telle publication, et les charges qu'elle représente. Aidez-nous.

Songez aussi que le prix définitif sera de 25 francs, et que le prix actuel de souscription ne sera maintenu que quelques semaines.

Souscrivez sans tarder par chèque postal N° 43-08.
Seules les souscriptions payées seront inscrites.

Nouvelle adresse : 17, rue de Sambre-et-Meuse, Paris-X°. — Téléphone : Combat 08-02
Chèque postal : N° 43-08, Paris

Téléphone
Combat 08-02
R. C. 235.494 B



Chèque postal
PARIS
N° 43-08

Dernières Nouveautés

LITTERATURE

Georges CHENNEVIERE. — **Œuvres poétiques**, préface de Jules Romains (N.R.F.) 12 fr.
Georges CHENNEVIERE. — **Le Tour de France**, préface de Georges Duhamel (N. R. F.) ..... 12 fr.
M. CONSTANTIN-WEYER. — **Morvan** (Rieder) ..... 12 fr.
Jack LONDON. — **Croc blanc** (Crès) ..... 12 fr.

QUESTIONS SOCIALES

Halvdan KOHT. — **Les luttes des paysans en Norvège** (Payot) ..... 40 fr.
Bernard SHAW. — **Guide de la femme intelligente** (Montaigne) ..... 20 fr.
Franck L. SCHOELL. — **U. S. A., du côté des Blancs et du côté des Noirs** (Champion) ..... 18 fr.
Karl MARX. — **Le Capital**, tome XII, le Procès d'ensemble de la Production capitaliste (Costes) ..... 12 fr.
Ch. BASTIDE. — **L'Angleterre nouvelle** (Alcan) ..... 15 fr.
Lord MELCHETT. — **La politique de l'industrie** (Grasset) ..... 12 fr.

HISTOIRE

XXX. — **Documents diplomatiques français relatifs aux origines de la guerre de 1914**, 3e série 1911-1914, tome premier (Schleicher) ..... 60 fr.
J. PILSUDSKI. — **L'année 1920** (Renaissance du Livre) ..... 30 fr.

Les Editions de la Librairie du Travail

Un livre que chaque militant doit lire

LISSAGARAY

HISTOIRE DE LA COMMUNE DE 1871

Nouvelle édition, revue et préfacée par **Amédée DUNOIS**

Un volume in-16 jésus de 612 pages. . . . . **25 francs**